

*l'Anti*capitaliste

N°87 | MAI 2017 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



HOLLANDE ON T'A EU, MACRON...



RUSSIE 1917
LA RÉVOLUTION FACE
À LA «QUESTION PAYSANNE»



ROYAUME-UNI
BREXIT: RÊVES ET RÉALITÉS



**JEAN-CLAUDE MICHÉA, LA RÉACTION
SOUS LE MASQUE DE L'ANTICAPITALISME**

Sommaire

EDITORIAL

Henri Wilno

Pas d'état de grâce pour Macron. Faire face à une situation nouvelle **P3**

RUSSIE 1917 : LA REVOLUTION

Emmanuel Barot La révolution de 1917 face à la «question paysanne» **P4**

PREMIER PLAN

Yann Cézard Sur la corde raide. Premières leçons d'un premier tour **P10**

Yann Cézard Présidentielle: petite «radio» du premier tour **P13**

ACTUALITE

Bertold du Ryon A propos du FN **P15**

Virginia de la Siega Brexit: rêves et réalités **P18**

Uraz Aydin

Turquie Fraude, répression, état d'urgence: une faible victoire du Oui **P21**

Luiza Toscane

Les luttes LGBTIQ, mal aimées des processus révolutionnaires arabes **P24**

REPERES

Régine Vinon Mai 1967 en Guadeloupe: anniversaire d'un massacre colonial **P27**

EN DEBATS

Yann Cézard Dernières nouvelles de la galaxie néo-réac **P30**

Isabelle Garo, Henri Wilno Jean-Claude Michéa, la réaction sous le masque de l'anticapitalisme **P31**

LECTURES

Henri Wilno Un livre de Claude Serfati

Sur le poids et la fonction du militaire en France **P34**

FOCUS

Jean-Philippe Divès Et maintenant, barrons la route à Macron **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:
Hollande et Macron aux cérémonies du 8 mai. Reuters/pool.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:

contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Sur le parcours de la manifestation du Premier Mai à Paris... DR.



Pas d'état de grâce pour Macron. Faire face à une situation nouvelle

PAR HENRI WILNO

Le candidat de la finance a gagné face à la représentante de ce qu'est actuellement le fascisme en France. Ce face-à-face marque la fin d'une période politique et le début d'une autre. Sauf à se satisfaire de vérités justes mais abstraites («le capitalisme reste le capitalisme, les patrons restent les patrons et seuls les travailleurs peuvent vraiment changer le monde»), les anticapitalistes devront apprendre à faire dans un contexte largement nouveau.

Macron a gagné la présidentielle en surfant sur la déconsidération de la gauche institutionnelle et de la droite traditionnelle et en se dotant aussi de sa propre machine électorale. L'épisode des législatives sera sans doute plus périlleux : rien ne garantit que des candidats peu connus d'En Marche réussissent à s'imposer au point d'apporter une majorité stable au nouveau président. Pour surmonter cette difficulté, des tractions sont engagées tant avec les «vallsistes» et «hollandais» du PS qu'avec divers échantillons de la droite. Malgré les incertitudes sur la majorité dont disposera finalement Macron parmi les députés, on peut penser que dans un premier temps, la voie sera dégagée pour ce président qui a annoncé vouloir réformer le Code du travail par ordonnances. Marine Le Pen a été battue et il n'est pas évident que le FN réussisse à avoir son propre groupe parlementaire dans la

prochaine assemblée. Mais ses résultats électoraux montrent un enracinement réel, de plus dans une fraction importante des classes populaires. Son emprise au sein de la police et de l'armée est de plus en plus affirmée. Fasciste ou pas, le FN ? On ne tranchera pas ce débat ici, mais il faut constater que tout ce qui compte dans le fascisme en France (en dehors de quelques bandes de nervis et illuminés) est avec le Front et souvent dedans, et pas seulement à la base mais au plus profond de son appareil. Ni faire de l'antifascisme abstrait un principe d'action et d'unité, ni relativiser la lutte spécifique contre le FN dans l'attente du grand mouvement ouvrier qui balaiera la puanteur : la voie n'est certes pas simple.

Mélenchon, pour sa part, a tiré un bilan de la déconsidération du PS et de l'impuissance du reste de la gauche institutionnelle. Il a construit une machine ultra-personnalisée à gagner des élections, qu'il va maintenant tester aux législatives en n'offrant à ses partenaires potentiels que le choix entre soumission totale ou rejet. Néanmoins, au-delà des législatives, ce serait une erreur d'assimiler la France insoumise (militants ou sympathisants) à Mélenchon et son cercle de fidèles.

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

C'est la fin de la configuration politique qui a marqué la V^e République depuis 1974 : l'opposition de deux camps, la droite parlementaire mêlant gaullistes et libéraux, et la gauche parlementaire hégémonisée par le PS. Durant ces années, marquées par le chômage de masse, s'est progressivement effritée la capacité des travailleurs, non pas à mener des luttes mais à «faire peur» au patronat en tant que classe (pour reprendre une expression d'une étude sur Peugeot-Sochaux¹), ce qui a laissé celui-ci et ses serviteurs politiques, malgré des vagues périodiques de mouvements d'ensemble, en capacité de déployer des attaques de plus en plus systématiques.

D'autant que le champ syndical a lui aussi été marqué par des évolutions dramatiques, non seulement en termes militants, mais du fait du soutien quasi inconditionnel de la

CFDT et de ses satellites aux multiples contre-réformes mises en œuvre depuis 1995.

Outre le cycle des grands partis et celui des luttes, cette période a aussi vu se dérouler un cycle des anticapitalistes : ces derniers ont gagné une implantation dans les entreprises et une légitimité politique, mais pas au point de construire des organisations électoralement significatives dans la durée et, surtout, de pe-

ser, au-delà de quelques entreprises, sur un mouvement d'ensemble comme celui contre la loi El Khomri en 2016.

Dans cette présidentielle, Philippe Poutou a réussi à incarner partiellement le refus de ce système et à faire entrer les vrais problèmes (chômage, racisme, corruption des «élites»), mais le NPA ne l'a pas capitalisé électoralement : le «vote utile» et l'attentat des Champs-Élysées y ont certainement contribué, même s'il conviendra aussi d'engager le débat sur les moyens propres à apparaître, non seulement comme les plus honnêtes et les plus résolus, mais aussi comme les représentants d'une alternative à ce monde.

Notre horizon immédiat, outre les législatives, est évidemment «Pas d'état de grâce pour Macron, non aux ordonnances, levée de l'état d'urgence, arrêt de Notre Dame-des-Landes». Il faut unifier autour de ces mots d'ordre (et dans la lutte contre la répression) tout ce qui peut l'être. Ces batailles nécessaires conditionneront en partie l'avenir. □

¹ Stéphane Beaud et Michel Pialoux, «Retour sur la condition ouvrière – Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard», rééd. La Découverte, 2012.



La révolution de 1917 face à la « question paysanne »

PAR EMMANUEL BAROT

Les réponses à apporter aux revendications de la paysannerie et les moyens d'une alliance entre les ouvriers et les paysans pauvres et moyens figurent parmi les questions stratégiques et tactiques les plus complexes que la révolution russe a eu à affronter...

« **L**a réforme du statut de la paysannerie, en Russie, en 1861, fut l'œuvre d'une monarchie menée par des nobles et des fonctionnaires sous la pression des besoins de la société bourgeoise, et cependant la bourgeoisie était complètement impuissante en politique. Le caractère de l'émancipation des paysans était tel que la transformation accélérée du pays, dans le sens du capitalisme, faisait inévitablement du problème agraire un problème de révolution (...) Si la question agraire, héritage de la barbarie, de l'histoire ancienne de la Russie, avait reçu sa solution de la bourgeoisie, si elle avait pu en recevoir une solution, le prolétariat russe ne serait jamais parvenu à prendre le pouvoir en 1917. Pour que se fondât un État soviétique, il a fallu le rapprochement et la pénétration mutuelle de deux facteurs de nature historique tout à fait différente: une guerre de paysans, c'est-à-dire un mouvement qui caractérise l'aube du développement bourgeois, et une insurrection prolétarienne, c'est-à-dire un mouvement qui signale le déclin de la société bourgeoise. Toute l'année 1917 se dessine là. » (Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, chapitre 3, « Le Prolétariat et les paysans »).¹

MIR, « QUESTION PAYSANNE » ET PREMIERS SCÉNARIOS STRATÉGIQUES AU 19^e SIÈCLE

Sans la moindre contradiction avec la thèse selon laquelle la révolution russe a eu comme avant-garde la classe ouvrière concentrée des grands centres urbains, à Petrograd en particulier, on peut élargir l'affirmation de Trotsky et suivre Linhart lorsqu'il affirme ceci : « que la question paysanne – l'échec de l'alliance fondamentale entre les deux principales classes de producteurs directs – ait été au centre de l'histoire soviétique jusqu'à présent, c'est presque une évidence. Mais sur la façon dont les choses

ont pris forme, sur les racines de cette patiente résistance, de cette hostilité paysanne qui a longuement miné la formation sociale soviétique, les avis divergent. Pour certains, c'est à la naissance même de la social-démocratie russe qu'il faudrait remonter (...) Pour d'autres, tout a cassé avec Staline et l'aventure de la collectivisation en 1929 ». ² Le but étant ici de nouer quelques fils de ce qui reste aujourd'hui la question probablement la plus complexe de l'histoire de la Russie – avant, pendant et après la révolution³ –, il faut repartir brièvement des profondeurs de l'Empire pour en mesurer l'étendue.⁴

Au milieu du 19^e siècle, plus de 90% de la population russe est paysanne. L'État tsariste, né à la fin du Moyen-âge, est une autocratie particulièrement despotique qui, se subordonnant la noblesse et l'Eglise tout en en faisant les instruments organiques de sa domination, réduit d'emblée la paysannerie au servage, lui interdit toute liberté réelle en la soumettant à l'arbitraire des seigneurs, et l'exclut de toute propriété. La gestion des terres dans les villages passe par le « mir », forme de propriété communautaire par le truchement de laquelle le prince s'assure redevances et corvées, mais qui enracine une certaine habitude du travail en commun, par quoi la paysannerie russe, contrairement à cet univers de troglodytes atomisés par les murs de la petite propriété décrit à la fin du *Dix-huit Brumaire* de Louis Bonaparte (différence sur laquelle réinsistera Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe*), incarne pour Marx une forme contradictoire qu'il regarde avec un certain optimisme dans sa *Lettre à Véra Zassoulitch* de 1881.⁵

Combinant travail parcellaire propice à l'appropriation privée en raison de la grande propriété foncière qui l'écrase, et appropriation collective du sol, « son dualisme

inné admet une alternative ; son élément de propriété l'emportera sur son élément collectif, ou celui-ci l'emportera sur celui-là. Tout dépend du milieu historique où elle se trouve placée (...) la commune russe (...) occupe une situation unique, sans précédent dans l'histoire. Seule en Europe elle est encore la forme organique, prédominante de la vie rurale d'un empire encore immense. La propriété commune du sol lui offre la base naturelle de l'appropriation collective, et son milieu historique, la contemporanéité de la production capitaliste, lui prête toutes faites les conditions matérielles du travail coopératif organisé sur une vaste échelle. »

De son côté, Engels insistait dès 1875 sur les conditions historiques et internationales d'un tel scénario, en pointant plus fortement l'archaïsme de cette structure (il contestera encore plus clairement en 1893 que le mir puisse constituer un appui en vue du socialisme) : « la propriété communautaire a dépassé de longue date la période de son épanouissement et (...) elle s'achemine selon toute apparence vers sa décomposition. On ne peut nier toutefois qu'il soit possible de changer cette forme sociale en une forme supérieure, si et seulement si elle se maintient jusqu'à ce que les circonstances propices à cette transformation aient mûri et si elle se révèle capable de se développer de façon à ce que les paysans travaillent la terre en commun et non séparément ; cette transition vers une forme supérieure devra, du reste, s'effectuer sans que les paysans russes passent par le degré intermédiaire de la propriété parcellaire bourgeoise. Cela ne pourra se produire que dans le cas où s'accomplira en Europe occidentale, avant la désintégration définitive de la propriété communautaire, une révolution prolétarienne victorieuse qui offrira au paysan russe les conditions nécessaires à cette transition, notamment les ressources

matérielles dont il aura besoin pour opérer le bouleversement imposé de ce fait dans tout son système d'agriculture».⁶

ENTRE DÉBAT AVEC LES POPULISTES ET RÉFORMES DE STOLYPINE

Cette question est essentielle car la première et principale opposition politique au tsarisme à cette période, le courant populiste, se fonde sur la revendication de la tradition communautaire, la maîtrise des moyens de production via le mir et l'idée que celui-ci sera le foyer de construction du socialisme. La première génération marxiste russe va s'accorder avec cette approche, s'autorisant de l'hypothèse correspondante de Marx concernant un passage direct du mir au communisme sans passer par la case capitalisme.

Dans *Le développement du capitalisme en Russie* et plus largement au début du 20^e siècle, Lénine s'oppose aux populistes et montre, en radicalisant la vision d'Engels, que l'agriculture russe s'est déjà profondément transformée, que son caractère capitaliste est devenu prédominant autant dans la production que dans la circulation, sur le terrain bancaire comme sur celui de la spéculation, à travers l'existence d'une bourgeoisie paysanne porteuse d'un capital commercial et usurier. Il diagnostique une incroyable hétérogénéisation de la paysannerie et notamment la constitution en son sein d'une masse croissante de paysans pauvres – les *bedniaks* – et d'ouvriers agricoles. La stratégie populiste est pour cette raison erronée, d'où la nécessité de mettre l'accent sur la constitution d'un mouvement ouvrier d'avant-garde et de fusionner avec la combativité ouvrière que les vagues de grèves de la fin du 19^e siècle ont mise au premier plan. De son côté, héritier des populistes, le courant des socialistes révolutionnaires (SR) gardera comme priorité l'agitation dans les campagnes, où il est bien implanté et populaire, et la conviction que le pivot de la révolution à venir s'y trouve.

Bien que le servage ait été officiellement aboli en 1861 par Alexandre II, les décen-

nies suivantes ont vu se réitérer périodiquement les répressions de révoltes paysannes, issues de l'absence d'amélioration réelle des conditions de vie. Seule une minorité a obtenu des parcelles suffisantes et la persistance de la tutelle seigneuriale, sur fond de famines récurrentes et de misère, attise les revendications qui se centrent de plus en plus sur la volonté de posséder réellement les terres cultivées. Mais ce n'est que dans le contexte de la révolution de 1905 que les soulèvements

première douma (assemblée parlementaire) et nomme le «réformateur» Stolypine président du Conseil.

Celui-ci, artisan visionnaire de la réaction, «chef du gouvernement de la contre-révolution de 1906 à 1911» dit Lénine, va donner aux paysans les moyens d'acquérir la pleine propriété de la terre. Il annule les dettes des paysans envers l'Etat, réorganise la distribution des terres et supprime le mir. 40% des paysans accèdent ainsi à la propriété. La réaction persiste cepen-

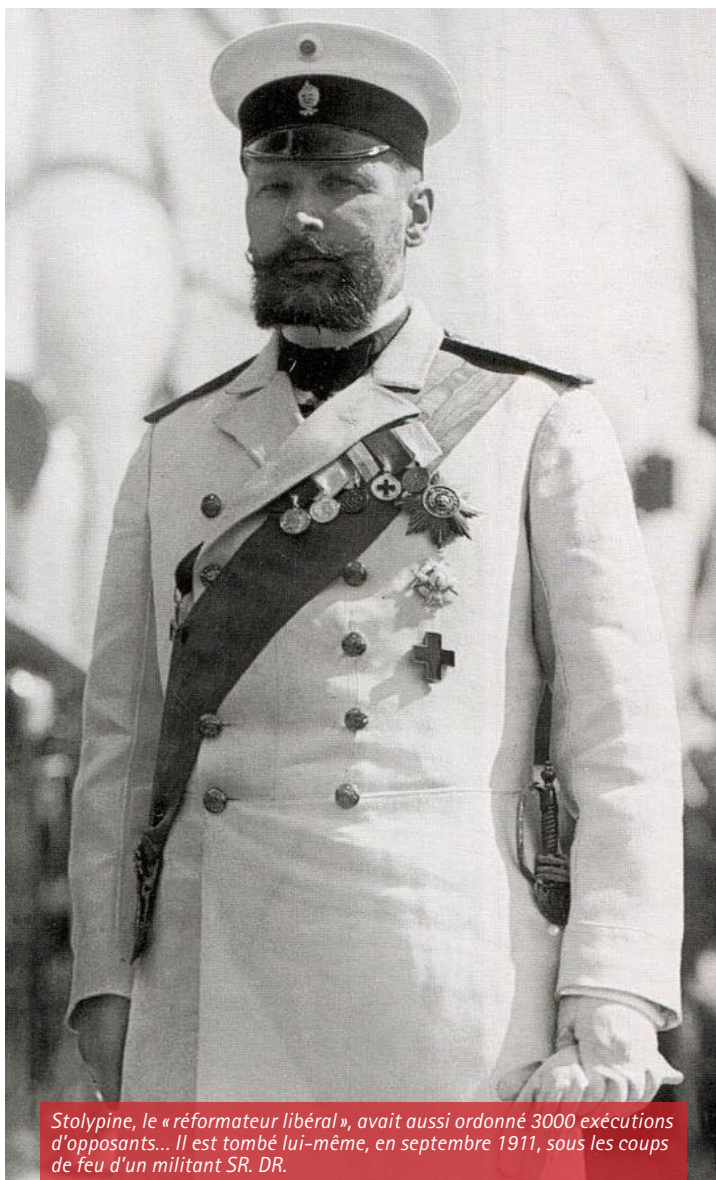
dant : le vote et la représentation sont inégalitaires, la répression et la police politique (l'Okhrana) omniprésentes. La réforme agraire de 1906, dominée par la volonté de créer une nouvelle classe de paysans propriétaires – les *koulaks* – sur la base de la suppression du mir, réussit en partie là où celle de 1861 avait échoué, en modernisant l'agriculture et accroissant ses rendements. Mais elle vient trop tard et ne sauvera pas un régime dont la Première Guerre mondiale va achever la décomposition, ni une société civile étriquée au sein de laquelle la bourgeoisie nationale reste très faible et soumise au capital bancaire et industriel des pays occidentaux centraux, France et Angleterre avant tout.

LA DÉLICATE ALGÈBRE DE LA «DICTATURE» RÉVOLUTIONNAIRE

Alors qu'en 1905 ouvriers et paysans, ville et campagne n'avaient pas réussi à construire de véritables liaisons, la révolution de février 1917, sur fond d'une guerre et d'une autocratie honnies, fait au contraire la démonstration que leur unité est déterminante. Cela suscite alors une seconde vague de débats stratégiques, au cours de laquelle, sur la base d'une caractérisation actualisée de la nature et des perspectives de la révolution de février, Lénine et Trotsky

en particulier vont converger après toute une période de désaccords.

Rappelons l'opposition «classique» entre ces derniers au cours puis au sortir de 1905. Lénine maintenait l'idée que la révolution à venir serait une révolution démocratique bourgeoise «par le contenu écono-



Stolypine, le «réformateur libéral», avait aussi ordonné 3000 exécutions d'opposants... Il est tombé lui-même, en septembre 1911, sous les coups de feu d'un militant SR. DR.

paysans ont trouvé un écho réellement important et poussé le tsar à accepter de nouvelles réformes. Le 22 janvier 1905, la grève générale éclate à Saint-Petersbourg et les campagnes se soulèvent. Le suffrage universel est revendiqué par les districts provinciaux (*zemstvos*). L'ampleur des révoltes force Nicolas II, qui est au pouvoir depuis 1894, à des concessions. En pleine effervescence révolutionnaire, il lance le Manifeste du 30 octobre, convoque une

mique et social du bouleversement qu'elle opère» («La question agraire et les forces de la révolution», avril 1907), que ce soit le partage égalitaire des terres ou la conquête de la liberté politique. Dans la mesure où la bourgeoisie serait cependant incapable de faire aboutir cette révolution bourgeoise, parce que «la victoire totale de la révolution serait une menace pour la bourgeoisie», cela impliquait la nécessité d'une «dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie», formule algébrique qu'il mettait en avant à l'été 1905 dans Deux tactiques de la social-démocratie.

Trotsky, de son côté, avançait dès Bilan et perspectives (1906) une première version de la théorie de la révolution permanente, affirmant que «la bourgeoisie russe abandonnera au prolétariat la totalité des positions de la révolution. Elle devra aussi lui abandonner l'hégémonie révolutionnaire sur les paysans. Il ne restera à la paysannerie rien d'autre à faire, dans la situation qui résultera du transfert du pouvoir au prolétariat, que de se rallier au régime de la démocratie ouvrière». Concernant la «dictature du prolétariat et de la paysannerie» défendue par Lénine, il estime que «la question n'est pas de savoir si nous considérons qu'une telle forme de coopération politique est admissible en principe, "si nous la souhaitons ou ne la souhaitons pas". Nous pensons simplement qu'elle est irréalisable, au moins dans un sens direct et immédiat. En fait, une telle coalition présuppose, ou bien que l'un des partis bourgeois existants tienne la paysannerie sous son influence, ou bien que la paysannerie ait créé un puissant parti indépendant; mais nous nous sommes précisément efforcés de démontrer que ni l'une ni l'autre de ces éventualités n'est réalisable.»

Mais en tous cas, ils étaient bien d'accord sur la centralité de cette question. Du reste, le programme agraire du Parti ouvrier social-démocrate de Russie de la fin 1907, représentatif de l'entre-deux révolutions, était à cet égard très clair, sa conclusion énonçant: «la question agraire constitue la base de la révolution bourgeoise en Russie et conditionne la particularité nationale. L'essentiel dans cette question, c'est la lutte de la paysannerie pour l'abolition de la propriété seigneuriale et des survivances du servage dans le régime de la Russie, et, par suite, dans toutes les institutions sociales et politiques». Bien sûr, cette orientation mettait d'emblée le doigt sur une seconde

question névralgique, qui n'était pas la même mais en restait indissociable: celle du caractère de la révolution à venir en Russie – démocratique bourgeoise ou socialiste prolétarienne? – et celui du pouvoir révolutionnaire associé – dictature ouvrière et paysanne ou dictature d'un prolétariat capable de formuler une politique hégémonique en direction de l'ensemble des travailleurs et des paysans pauvres.

Ils étaient également d'accord sur le fait que la bourgeoisie ni ne voudrait ni ne serait capable de mener à bien la révolution bourgeoise. Au plan stratégique cependant, le premier restait enclin à penser dans les traces de Marx et Engels, tandis que Trotsky, s'appuyant sur l'expérience de 1905 et sur une caractérisation plus tranchée des limites politiques de la paysannerie, anticipait la possibilité de la transcendance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne sous hégémonie ouvrière. C'est le printemps

1917 qui allait accélérer la décantation de ce débat, imposant de passer, sans garantie d'aucune sorte et dans le feu de l'action, d'une algèbre déjà délicate à une arithmétique qui le serait plus encore.

1917, OU QUAND LE MOUJIK ET LE MÉTALLO PERTURBENT TOUS LES PLANS

Les cinq journées de février révèlent à partir du troisième jour que le sort de l'insurrection va dépendre de l'armée, c'est-à-dire, dans leur immense majorité, des paysans sous l'uniforme comme le rappelle Trotsky dans la première partie de son Histoire. Le basculement définitif de la majorité des unités de soldats et de la garnison de Pétrograd, la fraternisation du moujik en uniforme, petit paysan arraché de force à sa terre et son village, et du métal radicalisé scellent le destin final de l'Etat tsariste. Ce n'est pas seulement dans les villes, mais aussi dans les campagnes, que la chute de l'autocratie ouvre une ère d'espérance sans précédent.

Dans les campagnes, la révolution en marche. DR.



Mais le gouvernement provisoire, qui va continuer la guerre et lui subordonner tout le reste, d'abord sous la domination libérale-bourgeoise des cadets, puis sous la première coalition incluant mencheviks et SR, va progressivement décevoir les attentes non seulement ouvrières, en différant sans cesse les réformes tant attendues, sur la journée de travail, les salaires, le ravitaillement et bien entendu la paix, mais aussi paysannes, en protégeant activement le maintien de la grande propriété foncière et le potentat des hobereaux. Le ressentiment s'attise et l'été 1917 voit les campagnes s'enflammer, les paysans renouant, à une échelle inégalée, avec leur tradition de révoltes remontant au moins au 18^e siècle et passant à l'acte sans attendre qu'on leur en donne le droit.

Au plan stratégique, Lénine, dans ses *Thèses d'avril*, fait d'une pierre plusieurs coups. Redéfinissant contre les vieux-bolcheviks le caractère de la révolution, il estime nécessaire de préférer à la répétition de vieilles formules l'analyse concrète d'une situation concrète, caractérisée par le fait que la dictature démocratique est déjà en partie réalisée. Il ne se contente pas de condamner le gouvernement provisoire et d'exiger «tout le pouvoir aux soviets», il affirme que la dualité de pouvoir reflète une situation de «transition» entre la première étape, bourgeoise, et la seconde à venir, devant «remettre le pouvoir entre les mains du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie», convergeant dès lors avec les vues antérieures de Trotsky. Concernant le programme agraire, il précise que son «centre de gravité» doit être constitué par les soviets de députés salariés agricoles, devant prendre en charge «la nationalisation de toutes les terres du pays».

ÉTÉ 1917, LE SOULÈVEMENT DES CAMPAGNES

«En Russie, le grand tournant de la révolution est incontestablement arrivé. Dans ce pays paysan, sous un gouvernement républicain révolutionnaire jouissant du soutien des partis socialiste-révolutionnaire et menchevik, qui dominaient hier encore au sein de la démocratie petite-bourgeoise, un soulèvement paysan grandit (...) Les bolcheviks seraient traîtres à la paysannerie [s'ils ne faisaient rien], car tolérer qu'un gouvernement (...) écrase le soulèvement paysan, c'est perdre toute la révolution, la perdre à jamais et sans retour.» (Lénine, «La crise est mûre», 29 septembre 1917). Ce programme de nationalisation va ce-

pendant laisser peu à peu la place, chez les bolcheviks, à la reprise du programme des SR: non pas la nationalisation ou la socialisation des terres, mais bien leur partage, reflétant le fait que la direction prolétarienne de la révolution ne peut pas «sauter par-dessus» le mouvement paysan. Ce dernier, en effet, sans s'être engagé dans la révolution aussi vite et aussi consciemment que les ouvriers, s'active cependant dès le printemps.

Le système des comités agraires est d'abord dominé par la petite-bourgeoisie rurale, où l'influence politique des SR de droite est dominante. Ceux-ci entretiennent dans les masses le fait de se poser bien moins la question du pouvoir que celle de l'expropriation des terres et du partage des domaines des propriétaires fonciers, de l'Etat tsariste et du clergé, dans un contexte où les SR, dorénavant membres du gouvernement provisoire, commencent à dire que ce partage doit se faire «dans la légalité». Paradoxe croissant qui va voir ces derniers ne défendre que «du bout des lèvres» dit Linhart, leur propre programme, alors que les bolcheviks, eux, vont le soutenir et le mettre en application.⁷

Pourtant, dès mai 1917 les campagnes bouillonnent. Au cours de l'été des milliers de soulèvements locaux règlent de fait le problème du partage et de l'expropriation, si besoin en mettant à sac manoirs et grandes propriétés, en pillant et saccageant ce qui ne pouvait être réapproprié, et en distribuant aux comités locaux les terres enfin conquises. Différents historiens, de Werth à Figes, insistent sur la dimension de *jacquerie* et d'irrépressible violence du processus, cristallisant la vengeance d'un peuple méprisé et brutalisé depuis des siècles, qui ne pouvait tôt ou tard que faire rendre gorge à ses bourgeois.⁸

Ce faisant, le mouvement paysan va jouer un rôle majeur, indirect mais objectif, dans la révolution d'Octobre. Lénine s'appuie sur cette dynamique qu'il scrute au plus près et fait pression pour que le parti bolchevik soutienne ces insurrections paysannes. Le décret sur la terre prononcé le jour même de la prise du pouvoir en octobre sera expressif: il proclame «l'abolition sans indemnité de la propriété privée et la remise de toutes les terres à la disposition des comités agraires locaux». En fait, il légalise et avalise un fait déjà accompli; le mot d'ordre de la «nationalisation» au cœur du programme bolchevik est mis de côté. Lénine s'en expliquera simplement, en soulignant qu'il n'est pas possible de ne

pas tenir compte des aspirations des masses, même quand on n'est pas d'accord avec elles.

Cette décision explique sûrement pour une large part le rapprochement avec les bolcheviks, dans cette période, du Parti SR de gauche, créé officiellement début décembre, corrélativement à l'effondrement simultané des SR de droite. Le sens pris par les événements à la campagne exprime alors le poids politique croissant de la fraction des paysans pauvres.

A PARTIR DE 1918: GRAND MALENTENDU OU POIDS CAUCHEMARDESQUE DES CONTINGENCES ?

De même que l'année 1917 a montré combien un programme et une stratégie révolutionnaires restent contraints de s'adapter concrètement aux situations concrètes, les années suivantes vont imposer toute sorte de décisions et d'orientations qui ne pouvaient être prises a priori à l'aune d'un mode d'emploi anhistorique. Les années 1918-1921 sont marquées par une effroyable guerre civile qui dévaste un pays déjà ravagé par la guerre et la famine. L'année 1918 marque progressivement la fin du pluripartisme soviétique, tandis que la rupture des SR de gauche porte un coup à l'alliance ouvriers-paysans.

Pour faire face aux problèmes posés par la guerre civile et l'offensive militaire de pays étrangers et pour garantir l'approvisionnement des villes et de l'armée, le «communisme de guerre» va notamment requérir la nationalisation des industries et du commerce, l'interdiction de l'entreprise privée, une planification centralisée de la production, une discipline stricte à l'usine, le travail obligatoire des paysans, la réquisition de la production agricole au-delà du minimum vital pour ces derniers, sans compter les enrôlements massifs et forcés au sein de l'Armée rouge. Les paysans s'insurgent contre cette politique de réquisition et de contrôle. Alors que la guerre de classes avait rapproché paysans pauvres et ouvriers, l'opposition villes-campagnes renaît, attisant la solidarité villageoise au détriment de la solidarité de classe. Selon Nicolas Werth dans un de ses premiers ouvrages, s'installe alors le plus grand des «malentendus», allant jusqu'à des révoltes paysannes armées contre le nouveau régime; un conflit profond oppose l'ancien et son inertie historique au nouveau⁹, une méfiance mutuelle s'enracine

entre des citoyens vus comme des paresseux s'accaparant les richesses et des masses paysannes regardées comme «sombres et obscures».¹⁰

Sans aller jusqu'à absolutiser ce «malentendu» il reste évident que les volontés de changement radical des ouvriers révolutionnaires et des bolcheviks, d'un côté, des paysans, de l'autre, qui avaient convergé en 1917, ont divergé par la suite sous la pression des nécessités de la guerre civile et du ravitaillement des villes – la faim restant au cœur de toute l'affaire.

LA NEP ET L'IDÉE D'UNE RÉVOLUTION CULTURELLE

Estimant impossible de poursuivre dans la voie de cette collectivisation imposée, les bolcheviks opèrent à partir de mars 1921 le virage de la nouvelle politique économique (NEP), qui remplace le communisme de guerre et fait émerger à côté du secteur nationalisé un large secteur privé, dans le commerce, l'agriculture et l'artisanat. La production agricole est relancée et retrouve progressivement les trois quarts de son niveau d'avant-guerre. La vie citadine commence à renaître. Les relations entre le pouvoir bolchevique et les campagnes s'apaisent considérablement, mais au prix de lourdes menaces pour la révolution.

Avec le retour partiel à la propriété privée, se reconstitue en effet une catégorie de paysans riches, les koulaks, employant comme salariés les paysans pauvres¹¹, tandis qu'une nouvelle classe ouvrière se forme sur les ruines de celle qui avait fait Octobre, sans en avoir les traditions, en aspirant à un mode de vie moins frugal et en subissant l'influence des *Nepmen*. Au plan économique, les effets de la crise «des ciseaux» (écart croissant entre prix industriels élevés et prix agricoles) vont favoriser des processus d'autarcie locale renvoyant le moujik à ses habitudes ancestrales. Le renforcement alors nécessaire de l'industrie soumise à une pression productiviste induit de son côté stagnation des salaires et augmentation du chô-

mage. En bref, cette crise contribue à ré-ancrer le fossé entre ouvriers citadins et paysans, sans contenter la majorité ni des uns, ni des autres.

Au sortir du communisme de guerre, la période de la NEP est ainsi l'occasion, notamment pour Lénine et Trotsky, de mesurer plus avant la profondeur du défi historique que la révolution doit relever après la prise du pouvoir, laquelle n'est pas encore, loin s'en faut, synonyme de socialisme. Sans parler de la «quadrature du cercle» (Linhart) incarnée par le «paysan-moyen-travailleur-exploiteur», qui a objectivement les pieds dans chacune des classes antagoniques et pour lequel une politique cohérente est particulièrement délicate à formuler au plan plus subjectif, qui convoque toute une psychologie sociale. La «construction culturelle» de la révolution devient alors une priorité politique, qui exige de combiner les conquêtes de «l'occident» propices au dépassement du retard russe et la création de nouvelles valeurs. Faire germer une subjectivité nouvelle est une condition à l'édification du socialisme, ce qui exige de pénétrer dans les profondeurs des masses paysannes.

D'où l'importance cruciale d'une politique

figues sur le terrain de la propagande du parti ayant du mal à sortir, soulignait Trotsky en 1923 dans *Les questions du mode de vie*, de son jargon inaccessible aux neuf dixièmes des paysans et des ouvriers.

Cette même année, Lénine dans un de ses derniers textes, «De la coopération», souligne contre le «dédain» dont celle-ci fait l'objet, «l'importance exceptionnelle qu'elle a d'abord dans son principe (les moyens de production appartiennent à l'Etat), ensuite du point de vue de la transition à un nouvel état de choses par la voie la plus simple, la plus facile, la plus accessible au paysan. Or, c'est là, encore une fois, l'essentiel. Imaginer toutes sortes de projets d'associations ouvrières pour construire le socialisme est une chose; autre chose est d'apprendre à construire ce socialisme pratiquement, de façon que tout petit paysan puisse participer à cette œuvre.»

Mais, entre les secousses violentes qu'elle a subies de façon répétée, dans un sens puis dans l'autre, et l'enracinement ancestral de son univers de rythmes, rites et représentations, de sa culture propre, la paysannerie, «ballotée, pressée d'entrer dans les moules qu'on lui pensait normalement destinés» (Lewin), et cette volonté d'édification n'auront pas le temps de cheminer ensemble.



spécifique sur le terrain du «mode de vie» au quotidien, qui passe par des campagnes d'alphabétisation, de laïcisation, de syndicalisation, d'envoi de jeunes communistes pour donner une impulsion nouvelle aux jeunes des villages, l'institution de soviets de villages... L'ensemble n'obtient cependant que des effets extrêmement modérés, à l'image des efforts spéci-

Il faut aussi souligner les changements intervenus entre la NEP des origines et la «néo-NEP» menée à partir de 1924-25 par Boukharine et Staline. Estimant essentiel de relancer l'industrialisation du pays et de mettre fin à l'enrichissement des koulaks, Trotsky en condamnera le cours, notamment au sein de l'Opposition unifiée (qui réaffirme la nécessité de l'alliance

entre prolétariat rural et urbain et paysans pauvres, afin d'arracher la paysannerie moyenne à l'hégémonie des paysans riches). Il souligne que cette néo-NEP va au contraire renforcer les pressions contre le monopole du commerce extérieur, favoriser le développement des nepmen et des koulaks, mais aussi de la bureaucratie, comme types sociaux nouveaux indissociables de la réimplantation en cours, fût-elle partielle, du capitalisme.

A partir de 1928-29, Staline finit par changer brutalement de cours, tout en réprimant l'Opposition de gauche. Il met en branle la collectivisation forcée et la « dékoulakisation », une campagne de répression de masse des koulaks qui aura en réalité un spectre beaucoup plus large, touchant bien des paysans moyens et plus largement tous les rétifs à la nouvelle orientation.¹² Sur le fond, simultanément au premier plan quinquennal centré sur l'industrie militaire et à l'enracinement du pouvoir bureaucratique, l'histoire du « socialisme dans un seul pays » et de la dégénérescence thermidorienne est alors en marche.

Alors que la classe ouvrière russe a profondément changé de physionomie, la génération des révolutionnaires de 1917, pour ses membres ayant survécu à la guerre civile, avait subi l'impact des échecs révolutionnaires en Europe occidentale, suscitant l'apathie, le repli sur soi ou le cynisme. Et le nouveau pouvoir stalinien, finira de liquider l'essentiel de cette génération dans les années 1930. « La tempête de la collectivisation, on le sait, a emporté ou remplacé la commune rurale – tandis que la derevnja, le village est resté. Et avec lui, pour plus longtemps encore, la paysannerie », résume Lewin.¹³ C'est bien aussi le destin du paysan et du village russes, pas seulement de la classe ouvrière urbaine, qui sera tributaire de ces échecs – par où l'on retrouve, en amont de Lénine et de Trotsky, l'avertissement d'Engels sur le conditionnement de toute voie vers le socialisme en Russie à la victoire de la révolution internationale.

DEUX LEÇONS

La première, de méthode, concerne l'analyse et le regard historiques. Dans son article « Tolstoï, miroir de la révolution russe » de septembre 1908, Lénine pointe la série de contradictions « criantes » incarnées par l'écrivain, en soulignant qu'elles « ne sont pas l'effet du hasard, elles sont l'expression des conditions contradictoires dans lesquelles se déroulait la vie russe durant le

dernier tiers du 19^e siècle. La campagne patriarcale qui venait seulement de se libérer du servage avait été livrée au Capital et au fisc pour être littéralement mise à sac. Les vieux fondements de l'économie paysanne et de la vie paysanne, qui s'étaient maintenus au cours des siècles, furent démolis avec une rapidité incroyable. Aussi faut-il juger les contradictions dans les opinions de Tolstoï, non du point de vue du mouvement ouvrier contemporain et du socialisme contemporain (un tel jugement est, certes, nécessaire, pourtant il ne suffit pas), mais du point de vue de la protestation contre le capitalisme en marche, contre la ruine des masses dépouillées de leurs terres, protestation qui devait venir de la campagne patriarcale russe... »

De même, gardons en tête que les contradictions des premières années de la révolution russe, en général, et sur la question paysanne en particulier, sont à évaluer non à l'aune d'un tribunal de la raison historique parfaitement fictif, mais à celle des conditions réelles dans lesquelles la plus formidable et ambitieuse entreprise d'émancipation révolutionnaire a dû se confronter à la plus extraordinairement difficile des situations objectives et à en assumer la direction, avant que la contre-révolution stalinienne ne commette ses méfaits propres en s'appuyant méthodiquement et en alimentant les faiblesses portées par les premières années, tout en travaillant méthodiquement à détruire ce qui en avait fait la force.

La seconde leçon est plus stratégique. Ce pan spécifique de l'histoire de la révolution russe ne continue pas de faire débat pour rien, il met en lumière combien la question paysanne a été et reste une question stratégique qui met au défi la théorie de la révolution permanente, en particulier, d'actualiser sa vision des conditions dans lesquelles reconstruire aujourd'hui une politique d'hégémonie ouvrière conséquente. Engels dans *La guerre des paysans en Allemagne* ou Marx dans le *Dix-huit Brumaire* insistaient déjà sur le rôle majeur de la question paysanne ; mais au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, les révolutions chinoise et cubaine, les mouvements de libération nationale, etc., ont à leur tour montré que l'unité paysans-ouvriers n'a vraiment rien de simple.

Si plus de la moitié de l'humanité est aujourd'hui passée sous la coupe de l'exploitation salariale, faisant de la centralité ouvrière un centre de gravité de toute stratégie révolutionnaire bien plus en-

core qu'il y a un siècle, la question de la production agricole, de la paysannerie et de la terre, en particulier dans le cadre d'une crise écologique et alimentaire qui affecte déjà des régions entières de la planète, continue simultanément de se poser dans toute son acuité et sa spécificité. □

¹ Tous les textes cités de Lénine et Trotsky sont disponibles sur www.marxists.org

² R. Linhart, « Lénine, les paysans, Taylor. Essai d'analyse matérialiste historique de la naissance du système productif soviétique », Paris, Seuil, 1976, rééd. 2010, p. 46-47.

³ Pour un état des lieux récent du traitement du problème et pour approfondir, John Eric Marot, « The October Revolution in Prospect and Retrospect: Interventions in Russian and Soviet History », 2012, Haymarket Books (coll. Historical Materialism), 2013, chapitre 1, « The Peasant-Question and the Origins of Stalinism: Rethinking the Destruction of the October Revolution », p. 11-86. Dans la littérature plus classique, voir par exemple Robert Linhart, op. cit. ; « La question paysanne en URSS (1924-1929) », Paris, Maspero, 1973 (textes de Kamenev, Préobrazjensky, Boukharine, Trotsky, présentés par M. Fichelson et A. Denisebourg) ; Moshe Lewin, « La formation du système soviétique. Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux guerres », 1985, Paris, Gallimard, 1987, chapitres 1-8 ; Marc Ferro, « La révolution de 1917 », Paris, Aubier-Montaigne, 1997 ; Orlando Figes, « La révolution russe 1891-1924. La Tragédie d'un peuple », Paris, Gallimard (coll. Folio), 2009, 2 vol.

⁴ Pour le détail sur la période antérieure à la révolution de février, la période février-avril et la cartographie des formations politiques actives en 1917, voir les numéros précédents de la revue.

⁵ Karl Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, 1881, « Sur les sociétés précapitalistes », préfacé par Maurice Godelier, Paris, Editions Sociales, 1978, p. 338-339.

⁶ Friedrich Engels, « Réflexions sur la commune agricole russe », in « Sur les sociétés précapitalistes », op. cit., p. 356.

⁷ R. Linhart, op. cit., p. 33-43. Contrairement à la « légende tenace » d'un bolchévisme coupé des masses, « au moment crucial où se posait pratiquement la question de soutenir ou de réprimer le mouvement révolutionnaire de masse des paysans, seuls Lénine et le parti bolchevik [et les SR de gauche] se sont mis, en fait, du côté des paysans. Là est pourtant la vraie base de l'insurrection, du point de vue du mouvement de masse » (p. 34-35).

⁸ Pour l'année 1917, voir O. Figes, op. cit., vol 1, p. 519 et suivantes, p. 650-657 et p. 816-819.

⁹ N. Werth, « La vie quotidienne des paysans russes de la révolution à la collectivisation 1917-1939 », Paris, Hachette, 1984, prologue, p. 17 et chapitre 2.

¹⁰ Linhart, op. cit., chapitre 3 « La haine », revient sur la « peur du paysan » et la « peur des campagnes », l'effroi presque religieux de nombre d'intellectuels russes face à l'immense mystère paysan », peur que Gorki, qui deviendra pourtant l'écrivain national adoubé par le stalinisme, incarne emblématiquement. Voir aussi O. Figes, op. cit., vol. 1, p. 760 et suivantes.

¹¹ Voir par exemple la « Lettre du paysan I. Smirnov, village de Kourganovaïa, district de Biely, province de Smolensk, adressée à la Krestianskaïa gazeta [journal paysan] » du 15 mai 1927, in « Nous autres, paysans. Lettres aux soviets 1925-1931 », Paris, Verdier, 2004, chapitre 4 « La lutte des classes se déchaine », p. 62-63 : « J'écris pour dire à quel point les paysans pauvres se portent mal dans les campagnes où prédomine le koulak, où les exploitations aisées et koulaks l'emportent par leur nombre de voix, et je demande qu'on m'explique comment que le paysan pauvre peut sortir de ce pétrin. Étant donné l'urgence de la situation dans cette même commune, je demande aussi de l'aide (...) C'est que depuis 1917, nous autres, les petits paysans, on se met en quatre pour la socialisation de la lettre dans notre village, pour un partage équitable par bouche, mais comme c'est qu'on est en minorité, à cette heure on a de la terre, exactement pareil qu'avant la révolution d'Octobre : y'a ceux qui vivent pour le compte de leur vaste exploitation, et y'a les autres qui sont exploités par eux (...) »

¹² Les débats sur la nature, l'importance sociale et donc le sort à réserver aux koulaks ont été particulièrement animés à la fin des années 1920. Marot, op. cit., section IV-V, p. 76-77 en particulier, rappelle que le présupposé commun à l'Opposition de gauche comme à la droite du parti bolchevik et à Staline en particulier, était l'existence d'une différenciation de classe conséquente au sein de la paysannerie. S'appuyant sur les travaux de Robert Brenner, Marot affirme que tous sont tombés dans l'illusion d'un « danger koulak » en réalité surestimé. Voir aussi, sur le vaste problème de la NEP, « La question paysanne en URSS (1924-1929) », op. cit.

¹³ M. Lewin, op. cit., respectivement p. 72 et 81.

Sur la corde raide. Premières leçons d'un premier tour

PAR YANN CÉZARD

Sauf l'éditorial et le focus, bouclés le 8 mai, ce numéro de la revue l'Anticapitaliste est écrit entre les deux tours de la présidentielle, mais arrivera dans votre boîte aux lettres après le triomphe attendu d'Emmanuel Macron... Sur la corde raide, on y est donc aussi pour écrire ce premier bilan, mais des leçons fort utiles peuvent et doivent déjà être tirées.

Nous n'allons pas nous attarder sur les plus évidentes, essentielles mais bien connues : défaite historique du PS et des Républicains, puissance électorale du FN, percée spectaculaire de Jean-Luc Mélenchon et de la France insoumise, « hold up électoral » de Macron. Notre prochain numéro consacrera un dossier complet à cette présidentielle, à la nouvelle situation politique qu'elle reflète et qu'elle ouvre, au succès rencontré par Mélenchon, à la campagne du NPA et de l'extrême gauche aussi bien entendu. Encore faut-il souligner que la crise qui frappe les deux partis gouvernementaux dominants des quarante dernières années n'est ni de même nature, ni de même ampleur. Le PS est voué à l'explosion : si son candidat sorti et son premier ministre sortant appellent tous deux à voter Macron, l'un se voit dans son opposition, l'autre dans sa majorité. La droite, elle, a perdu l'imperdable, à cause de sa corruption (au-delà de celle de son candidat ex-Monsieur Propre) et de son arrogance, puisqu'elle se croyait tout permis, y compris donc un programme d'une violence sociale inouïe, dans une campagne gagnée d'avance. La voici maintenant livrée à nouveau à la guerre des chefs, et surtout sous l'énorme pression électorale de Macron et du FN pour les législatives à venir. Le PS joue sa vie, la droite ses adducteurs. Toujours est-il que l'on a décidément tourné une page. Depuis des décennies, la vie électorale et politique était largement cadenassée par les institutions de la Ve République, le bipartisme PS/droite, les fausses alternances gauche/droite, et l'épouvantail électoral du FN

achevait à peu près de fermer le verrou. C'est ce système qui vient d'exploser. Peut-être la Ve république est-elle morte ce 23 avril. En tout cas, avec ce « 42 avril », deux « 21 avril » (2002) en même temps, une claque à gauche et une claque à droite, on se dirige tout droit vers une crise institutionnelle majeure.

LA ROTONDE CONTRE MONTRETOUT

Mais allons-nous vers une crise de la domination de la bourgeoisie ? C'est autre chose. Car le duel qui sort de ce premier tour a tout pour déprimer. Comme le résumait dans *Le Monde* un électeur de Mélenchon peu disposé à voter le 7 mai, on a le choix « entre le Medef et la peste brune ». Or, déjà l'essentiel des médias et de la classe politique fait battre les tambours et nous raconte à nouveau la fable d'une opposition, selon le camp qui s'exprime, entre la France fermée et la société ouverte, les progressistes et les conservateurs, la raison économique et la démagogie, ou entre la protection nationale et la mondialisation libérale, le vrai peuple et la jet-set parisienne. C'est en réalité La Rotonde contre Montretout. Un combat entre deux politiques bourgeoises terribles. Mais fort différentes.

LE CANDIDAT DU MEDEF

Le Pen accuse Macron d'être flou et d'avancer masqué. C'est plutôt l'inverse qui est vrai. On voit bien ce que sera la politique du président Macron : du déjà vu en pire. Mais celle d'une présidence FN ?

Macron est désormais le candidat de la plus grande partie de la bourgeoisie.

Pour être précis, il est d'abord organiquement lié aux banques, aux très grandes entreprises, aux multinationales. Il est l'homme qui, après s'être fait un nom et un réseau dans le monde financier comme gérant chez Rothschild puis conseiller de Hollande et ministre de l'économie, a assumé le plus tranquillement du monde le capitalisme moderne comme « destruction créatrice », par exemple des vieux emplois industriels et des activités traditionnelles, au profit de la transformation numérique du monde du travail : « ce serait une grossière erreur de protéger les entreprises et les jobs existants », disait-il en décembre 2014 face aux chauffeurs de taxi manifestant contre Uber. Avec donc le pendant social de cette doctrine : pour les jeunes de banlieue, « il vaut mieux faire Uber que dealer ».

Il méritait bien que quelques généreux donateurs lui fassent confiance : selon *Le Monde diplomatique* d'avril 2017 (*La fin des partis politiques ? une enquête d'Alain Popelard*), « en décembre 2016 le mouvement En marche ! avait recueilli 3,6 millions d'euros grâce à 13 500 donateurs. La contribution moyenne s'élèverait donc à 266 euros par personne – contre 23 euros pour la France insoumise de M. Jean-Luc Mélenchon, ou 27 dollars pour M. Bernie Sanders durant les primaires démocrates aux Etats-Unis. »

Fillon éliminé, Macron est devenu maintenant le candidat officiel du Medef et d'à peu près toute la bourgeoisie, par la grâce de sa Blitzkrieg électorale et de son programme : destruction généralisée du code du travail, reprise en main autoritaire de l'assurance-chômage, ainsi que des

chômeurs sommés d'accepter la deuxième « offre valable d'emploi » (définie comme offrant un salaire non inférieur de 20-25% à celui de l'emploi précédent), suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et baisse des dépenses publiques de 60 milliards pour financer la baisse des impôts et des « charges » des entreprises et des riches, démantèlement de l'ISF... Ceux qui n'arrivent pas à discerner la

LA PESTE BRUNE

Macron comme Le Pen s'arrangent très bien de leur opposition fallacieuse progressisme libéral / nationalisme social. Elle leur permet de prendre toute la population en étau, et notamment les classes populaires, sommées de choisir entre le racisme institutionnalisé (et l'aventure d'une sortie de l'euro) et la soumission aux politiques libérales. Compte tenu des rapports de force so-

mer leurs usines. Et, dans le cas de Vivarte, à des fonds spéculatifs d'acheter votre boîte et de la démanteler pour pomper du cash ! Mais on vous proposera des formations.

Le Pen leur a dit sans vergogne : vous avez raison de vous révolter, moi je vous protégerai, je sauverai vos emplois. Mais comment ? Rien évidemment dans le programme du Front national n'a jamais évoqué l'idée de remettre en cause



Philippe Poutou, en verve lors du meeting francilien du 19 avril à Aubervilliers. Photothèque rouge/Milo.

violence libérale de ce programme ont décidément les yeux bien fatigués, mais Macron pense à eux : il promet, tout de même, un meilleur remboursement des soins optiques et dentaires. Macron, c'est décidément, et exactement, de façon tellement caricaturale, le candidat du grand capital, un Fillon somme toute plus pragmatique, débarrassé de la clientèle traditionnelle de la droite, petits artisans et commerçants, débarrassé aussi des bondieuseries. Entre un fillonisme doucereux et un hollandisme radicalisé.

Si comme il est probable Macron est élu, on aura donc une pensée pour ce brave président sortant, qui pourra fièrement nous dire : « mon héritier, c'est le monde de la finance ». Mais avec une telle politique, qui cet héritier risque-t-il d'accueillir à son tour dans cinq ans, à l'Elysée, sinon Marine Le Pen elle-même ?

ciaux et électoraux, c'est cette confrontation idéologique perverse qui devrait permettre à Macron de devenir président, et au Front national de gagner encore des voix, de s'enraciner encore un peu plus, d'accentuer son emprise sur ce qu'il considère comme son bétail électoral.

Car pour ce qui est de son programme « social », Le Pen se vautre dans l'hypocrisie la plus éhontée. Elle a voulu frapper un grand coup médiatique en allant sur le parking de Whirlpool à Amiens, pour enchaîner les selfies avec les licenciés et savourer les huées (bien méritées) qui ont salué un peu plus tard l'arrivée de Macron. Un spectacle triste à mourir. Macron leur a dit la même chose qu'aux licenciés du groupe de prêt-à-porter Vivarte, en mars dernier, aux ouvrières « illettrées » de Gad il y a deux ans : on ne peut pas interdire à des patrons de licencier, à des groupes de fer-

le pouvoir des capitalistes sur leurs entreprises et sur leurs capitaux. Ni réquisition des entreprises, ni socialisation des banques, ni contrôle des capitaux, ni ouverture des comptes, ni contrôle des salariés. Comme le disait Marine Le Pen le 5 janvier 2017 : « je souhaite que mon programme permette de dire "Heureux comme un entrepreneur en France" ». Cité par Renaud Lambert dans *Le Monde diplomatique* de mai 2017 (Duplicité économique du Front national), un certain Bernard Monot, en charge de son programme économique, précise : « nous sommes des capitalistes, d'abord (...) A l'intérieur de l'Hexagone, nous sommes libéraux, c'est-à-dire en faveur du profit. Au-delà des frontières, tout change : il faut lutter contre la concurrence déloyale que

nous impose la dérégulation mondialiste».

Exploiteur du malheur des classes populaires, à coups de mensonges grossiers, le FN trouve bien normal que le patronat exploite comme il le veut les travailleurs. Mais pour prospérer, sa candidate a choisi de multiplier de fait les zigzags, au gré des circonstances. Elle a, ces dernières années, accentué le virage prétendument «social» du FN en promettant l'augmentation des petits salaires, la retraite à 60 ans, la défense des services publics. Mais elle a aussi multiplié les gages auprès d'un public de petits patrons que le FN dispute à la droite, en promettant de baisser elle aussi les «charges», de baisser les impôts en général, en refusant de prôner une augmentation directe du Smic et, surtout, en crachant sans cesse sur les syndicats, «politiques», «gauchistes», «fauteurs de troubles», «nuisibles aux entreprises»... Satisfaire et les patrons et leurs salariés, tout en faisant révérence au capitalisme? L'impossible équation a bien sûr sa solution magique: protectionnisme économique, sortie de l'euro... et persécution des immigrés. Enfin Marine Le Pen a décidé de jouer la campagne de l'entre-deux-tours sur le terrain social: s'ériger en protectrice du peuple (et du petit peuple) contre la barbarie libérale et l'arrogance bourgeoise de Macron.

Elle sait bien que cette démagogie ne peut qu'achever de lui mettre à dos le grand patronat, «les milieux économiques» comme on dit pudiquement. Cette tactique électorale ne montre-t-elle pas qu'elle vise aujourd'hui moins l'exercice du pouvoir d'Etat qu'à gratter autant de voix que possible, pour faire de son parti une puissance politique définitivement enracinée, et dominante, dans des départements entiers, dans des centaines de villes?

Dans le pourtour méditerranéen, le FN devance souvent la droite locale et met sous pression ses petits notables, qui auront à choisir entre l'alliance avec le FN, le ralliement au centre macronien ou la défaite solitaire. Dans le nord de la France, il devient électoralement hégémonique (entre 35 et 45% des voix à toutes les élections depuis 2014!) dans des dizaines de petites villes, picardes ou de l'ancien bassin minier...

Si comme il est probable Marine Le Pen

n'est pas élue, le FN n'en sera pas moins en position de force dans des territoires entiers, et peut-être verrons-nous alors se développer non seulement la «lepénisation» de certains esprits, mais quelque chose comme un frontisme municipal. Le FN pèserait alors de façon inédite sur la société, en exerçant une pression politique intense sur le reste de la classe politique (avec pour résultat un traitement toujours plus ignoble des migrants par exemple), tout en tentant d'appliquer toutes sortes de mesures discriminatoires localement.

UNE VAGUE RÉACTIONNAIRE ?

Comment desserrer l'étau? Faisons-nous face d'ailleurs à une nouvelle dégradation des rapports de force au détriment des exploités et des opprimés? Une nouvelle vague de «droitisation de la société» comme on l'entend souvent (mais depuis si longtemps...) ? Difficile de ne pas le penser, et de ne pas se sentir accablé, à voir le duel final Le Pen – Macron, et si on considère le cumul des voix «de gauche», Poutou/Arthaud/Mélenchon/Hamon, à moins de 30%... La situation politique a des aspects dramatiques qu'il ne faut pas édulcorer. Par ce que ces élections reflètent, et par ce qu'elles rendent aussi possible.

Sauf que la réalité est tout de même plus contradictoire (et qu'il est vain de la commenter et de se lamenter à l'infini, comme si la situation ne dépendait pas aussi de nous-mêmes). La comparaison avec 2012 (Mélenchon + Hollande: 39%) et même 2007 n'est pas si simple. De «gauche» vraiment, toutes les voix de Hollande en 2012 (dont une partie ont été captées par Macron) ou celles de Ségolène Royal en 2007? Il y a en outre un effet d'optique avec le mode de scrutin actuel. Quatre candidats dans un mouchoir de poche, six combinaisons possibles, dont un Mélenchon-Le Pen synonyme d'énorme crise politique, ou un Mélenchon-Macron qui aurait fait tirer de bien autres conclusions à ceux qui ne voient que désespoir. Ambivalente, aussi, la difficulté de Macron à nous refaire le coup de Chirac en 2002: c'est le signe d'une grave banalisation du FN et en même temps d'un ras-le-bol bien réfléchi de millions de gens qui se sont fait avoir en 2002 et refusent de rentrer dans le rang du libéralisme obligatoire. Ambivalente, enfin, l'évolution à gauche, avec la percée de Mélenchon

(deux fois plus de voix qu'en 2012 et un niveau inédit depuis bien longtemps dans cette mouvance communiste et gauche de la gauche), les espoirs soulevés, une poussée elle-même ambivalente tant Mélenchon a affadi et tricolorisé son programme et sa candidature pour poser au chef d'Etat responsable... et nationaliste. Rappelons-nous que le second tour ne résume pas les rapports de forces électoraux du premier, qui eux-mêmes ne résument pas les rapports de forces politiques dans la société.

Le désarroi mais aussi la colère sont profonds dans les classes populaires. Des aventuriers comme Le Pen, et d'une façon différente Macron, savent les exploiter. Mais ni le programme raciste du FN ni le programme de purge sociale des libéraux ne sont majoritaires. Comme le montrent à la fois les difficultés d'entre-deux-tours de Macron et la défaite de Fillon, qui n'est pas que l'effet du Penelopegate. Alors nos exploiters feraient bien de se méfier.

LA CAMPAGNE DU NPA ET DE PHILIPPE POUTOU

C'est ce que le NPA et son candidat ont voulu exprimer lors de cette campagne. Une candidature ouvrière («Votez pour l'un des vôtres»), totalement indépendante de la gauche qui gouverne au service des patrons, qui a voulu être le porte-voix de la colère des classes populaires et des opprimés, et qui insistait sur deux choses: c'est par les luttes, non par les élections, que nous changerons les choses, et il faudra remettre en cause le capitalisme lui-même. Une méthode Poutou radicale, loin de la démarche institutionnelle, purement électorale et vidée de tout anticapitalisme véritable, de la France insoumise.

Les scores de l'extrême gauche, le nôtre et celui de Lutte ouvrière, dont la campagne s'est révélée finalement assez semblable à la nôtre sur ces points essentiels, ont été ce qu'ils ont été, modestes. Mais une large sympathie s'est manifestée, au-delà du vote lui-même, pour l'ouvrier révolutionnaire qui finalement, s'est avéré le vrai candidat du «courage de la vérité» face à Fillon et Le Pen lors du mémorable «débat des onze». C'est un premier jalon qu'il fallait poser, pour préparer les futures mobilisations sociales, tellement nécessaires face à ce que le nouveau pouvoir va tenter de nous faire subir. □

Présidentielle : petite « radio » du premier tour

PAR YANN CÉZARD

Le FN est-il le premier parti ouvrier de France ? L'électorat de Macron celui des « bobos » ? Comment ont voté les classes populaires ? Mélenchon a-t-il arraché des voix ouvrières à Le Pen ?



Dans le meeting du 19 avril 2017 à Aubervilliers. Photothèque rouge/Milo.

Ce sont des questions légitimes, nécessaires même. Mais qui reçoivent beaucoup de raccourcis et d'enfumades. Les enquêtes existantes sont des approximations, à interpréter avec prudence, avec d'énormes biais (pas toujours structurels ou innocents) : qu'appelle-t-on « ouvrier » ? Pire encore, « retraité » ? Les échantillons sont petits et contestables. Mais quand les résultats sont frappants, ils peuvent tout de même donner des ordres de grandeur, qui ne dispensent ni de raisonnements politiques, ni d'un salutaire scepticisme de principe. Voici par exemple quelques résultats

d'une enquête Ipsos, commandée (entre autres) par France Télévisions, *Le Monde*, Radio France. Sa fiche technique : échantillon de 4698 personnes « représentatif de la population française », interrogées par Internet, avec la méthode des quotas. Le sondage s'est fait du 19 au 22 avril 2017, à la veille donc du premier tour.

1/ MACRON ET FILLON : LES CANDIDATS DES RICHES... ET DES VIEUX

A eux deux, ils ont recueilli 43,4 % des voix. Or chez les sondés d'Ipsos, ils obtenaient les suffrages de 53 % des cadres (Macron, 33 %) et de 58 % des personnes dont le « foyer » gagne plus

de 3000 euros par mois (Macron, 32 %). L'enquête Cevipof/Le Monde (sur un échantillon de plus de 10 000 personnes cette fois) d'avril 2017 donnait un autre chiffre saisissant : 76 % des personnes sondées dotées d'un patrimoine supérieur à 450 000 euros s'apprêtaient à voter soit Macron, soit Fillon. Comme quoi la conscience de classe n'a pas disparu chez tout le monde.

Gros succès aussi chez les 70 ans et plus : 72 % (Fillon 45, Macron 27) !



2/ LE VOTE OUVRIER ET POPULAIRE

Reprenons cette fois les tableaux complets d'Ipsos.

Par profession déclarée des sondés

Intentions de vote par groupes sociaux (sondage Ipsos) :

	Arthaud + Poutou	Mélenchon	Hamon	Macron	Fillon	Dupont-Aignan	Le Pen	Autres candidats	Total
Cadre	0	19	8	33	20	4	14	2	100 %
Profession intermédiaire	2	22	9	26	13	6	19	3	100 %
Employé	4	22	6	19	8	7	32	2	100 %
Ouvrier	4	24	5	16	5	5	37	4	100 %
Retraité	1	12	4	26	36	5	14	2	100 %
Autre formulaire :									
Chômeur	3	31	7	14	8	6	26	5	100 %

Par niveau de revenu du foyer :

Intentions de vote par niveau de revenu du foyer (sondage Ipsos) :

	Arthaud/Poutou	Mélenchon	Hamon	Macron	Fillon	Dupont-Aignan	Le Pen	Autres candidats	Total
Moins de 1250 euros	3	25	7	14	12	5	32	2	100 %
De 1250 à 2000 euros	3	23	6	18	15	3	29	3	100 %
De 2000 à 3000 euros	2	18	7	25	17	7	20	4	100 %
Plus de 3000 euros	1	16	5	32	25	5	15	1	100 %

Point de finasseries possibles dans les conclusions!

- Il y a un contraste social saisissant entre les électors de Macron et de Le Pen! 33% des sondés cadres pour Macron contre 14 à Le Pen, 37% des ouvriers sondés pour Le Pen contre 16 à Macron...

- Le succès populaire de Mélenchon est réel: 31% des sondés chômeurs, 25 % des personnes dont le foyer gagne moins de 1250 euros, 24 % des sondés ouvriers. Son électorat est composite, et à dominante populaire, tout en ayant attiré des « classes moyennes intellectuelles » en nombre.

3/ LA JEUNESSE, ABSTENTIONNISTE ET... UNE FORME DE « RADICALITÉ » DANS LE VOTE

Dans l'enquête Ipsos, 29 % des sondés

de 18-24 ans déclarent s'abstenir. Le chiffre tombe progressivement avec l'âge, pour être de 12% chez les sondés de 70 ans et plus.

Or, dans cette même tranche 18-24 ans, ceux qui déclarent vouloir voter choisissaient à 30 % Mélenchon et à 21 % Le

2012 et 22,2 % » en 2017.

Comment se répartissent par classes sociales et classes d'âge ces six points d'abstention de plus en dix ans?

« L'abstention est un phénomène très largement déterminé socialement. Comme permettent de l'établir les données issues des "enquêtes participation" de l'Insee, certains profils sociaux ne présentent quasiment aucun risque d'abstention ». Un retraité, diplômé du supérieur, ayant entre 65 et 70 ans: 2% au premier tour du scrutin de 2012. A l'inverse, une ouvrière entre 18 et 24 ans, non diplômée: 33%. Ce phénomène est aggravé par la non inscription sur les listes électorales (11% des citoyens français cette année). Et faut-il vraiment rappeler qu'une partie significative de la classe ouvrière ne vote pas, car elle n'a tout simplement pas la nationalité française?

L'enquête Insee n'est pas encore disponible pour 2017, mais elle indique qu'entre 2007 et 2012, l'abstention a augmenté:

- de + 8,9 points chez les 18-24 ans (contre + 1 point chez les 70-79 ans),

- de + 6,5 points chez ceux qui n'ont aucun diplôme (contre + 3,7 points chez les diplômés du supérieur).

Il n'est pas déraisonnable de penser que l'évolution s'est encore aggravée, avec les progrès

de la pauvreté et de la désillusion engendrée par le quinquennat Hollande. Dans le sondage Ipsos de 2017, les sondés dont le revenu du foyer est inférieur à 1250 euros déclarent vouloir s'abstenir à 30 % (plus de 3000 euros: 16 %). Cette année, à Paris, ville plutôt riche, 83,8% des inscrits ont voté, contre 66,3% à Saint-Denis, ville pauvre.

Comme le disent Braconnier et Dormagen: « ces plus de 17 points d'écart expliquent sans doute pour une part le résultat de l'élection. Les candidats dont le socle électoral se compose principalement de cadres, de diplômés, de retraités et de propriétaires sont largement favorisés par l'abstention. » C'est pour eux « l'une des clés de la fortune électorale » de Macron. Saluons alors l'exploit de Fillon de se faire éliminer dès le premier tour! □

Pen (10% Hamon, 18% Macron, 9% Fillon...). Si c'est vrai, Mélenchon aurait ravi la première place à Le Pen dans l'électorat jeune.

4/ A QUI PROFITE L'ABSTENTION ?

Au premier tour de cette présidentielle la participation a été finalement un peu plus forte que prévue, près de 8 inscrits sur 10. Cette élection continue de mobiliser nettement plus que les autres. Cependant, dans une tribune parue dans *Le Monde* du 26 avril, très éclairante, deux chercheurs spécialistes de l'abstention électorale, Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, notent que « la comparaison avec les deux dernières présidentielles révèle quand même une légère tendance à la progression de l'abstention: 16,2% au premier tour en 2007, contre 20,5% en

A propos du FN

PAR BERTOLD DU RYON

Dans le contexte électoral actuel, la question du Front national est présente dans tous les débats de la gauche politique. Cet article traite de la nature politique du principal parti de l'extrême droite française.

A la différence d'autres partis xénophobes et nationalistes en Europe de l'Ouest – tels que les formations UKIP en Grande-Bretagne (créé en 1993), PVV aux Pays-Bas (fondé en 2006) ou encore AfD en Allemagne (né en 2013) –, le FN est un parti qui a été créé en lien direct avec le fascisme historique.

Il a certes été fondé en octobre 1972, donc pas dans l'immédiat après-guerre, en rassemblant à l'époque les morceaux d'une extrême droite dispersée et affaiblie. L'extrême droite française était alors en train de « traverser le désert » (selon une expression chère à Jean-Marie Le Pen), notamment suite à la décolonisation qui avait marqué une défaite politique pour ses divers courants, et dans la période post-1968 qui caractérisée par une hégémonie des idées de gauche dans la jeunesse.

Or, pour rassembler les courants d'une extrême droite française alors éclatée et traversée d'oppositions idéologiques fortes (entre catholiques traditionalistes ou intégristes d'un côté, néo-païens racialisés de l'autre; entre monarchistes anti-1789 de toujours et « nationalistes révolutionnaires »...), l'initiative de fonder un parti unifié a été largement prise en charge par le parti néofasciste d'Italie alors puissant: le MSI, « Mouvement social italien », fondé en décembre 1946 et provisoirement associé à une majorité parlementaire de droite au début des années 1960. C'est lui qui a apporté les moyens financiers et humains, le savoir-faire, la logistique pour lancer le processus de construction d'une organisation politique en France.

C'est aussi au MSI – dont les héritiers politiques sont aujourd'hui éclatés entre différentes formations – que le FN a repris à sa création le symbole, qu'il a intégralement recopié. Il s'agit de la fameuse flamme tricolore, en vert-blanc-rouge dans la version originale puis en bleu-blanc-rouge dans sa variante

française. Dans le néofascisme italien, l'explication de ce symbole ne souffre d'aucune ambiguïté: il s'agit bien de maintenir la flamme du mouvement fasciste et sa continuité historique, par-delà la défaite de 1945. Le MSI italien expliquait à ce propos que la flamme représentait l'ascension de l'âme de Benito Mussolini, montant de son cercueil vers le ciel. (Ce constat n'est pas en contradiction avec le fait que dès la période de la Deuxième Guerre mondiale elle-même, certaines formations fascistes utilisaient déjà la flamme pour symboliser la dynamique, destructrice et « purificatrice », de leur mouvement. Une flamme tricolore bleu-blanc-rouge fut par exemple utilisée par le RNP, le « Rassemblement national populaire » de Marcel Déat, en 1942.) Depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du FN – officiellement actée le 16 janvier 2011, lors du congrès tenu à Tours –, le graphisme de la flamme a certes été modifié: là où les contours du symbole étaient auparavant marqués par des dents de scie aiguës, la flamme est désormais dessinée sur ordinateur, toutes en courbes rondes. Toujours est-il que le FN a choisi de maintenir le symbole qui a présidé à sa fondation, et qui le relie donc de façon explicite – bien que ce soit sans doute ignoré de la plupart de ses électeurs ou sympathisants de base – à la généalogie du fascisme européen.

Bien entendu, le FN – parti fasciste de par ses racines, le personnel qui l'a structuré et l'idéologie que celui-ci porte – ne se comporte pas comme un mouvement fasciste des années 1930, pour la simple raison que les conditions historiques ne sont pas les mêmes, que la situation sociale et politique actuelle ne lui permettrait pas de réussir avec des méthodes identiques.

LA QUESTION DE LA VIOLENCE...

La stratégie mise en œuvre par la direction du FN passe avant tout par la parti-

cipation aux élections, et non par la « prise de la rue », même si des tentatives ont ce sens ont bel et bien existé. Elles sont allées, dans les années 1990, jusqu'à des attaques de type paramilitaires contre des contre-manifestants (par exemple, le 25 octobre 1996 à Montceau-les-Mines) et ont d'ailleurs occasionné, dans la même décennie, la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire en vue d'une éventuelle dissolution du service d'ordre permanent du Front national, structure appelée DPS (pour « Département protection-sécurité »).

Cette commission d'enquête a rendu un rapport, enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 26 mai 1999, dont la partie I était intitulée « Le DPS à l'origine de trop nombreux incidents ». Le service d'ordre permanent du parti FN n'a échappé, à l'époque, à une mesure de dissolution que parce que sa propre structure venait alors de se vider d'une bonne partie de ses membres, parmi lesquels de nombreuses personnes nommément visées dans le rapport. En effet, l'importante scission du FN – entre les partisans de son président Jean-Marie Le Pen et ceux de son ancien « délégué général » Bruno Mégret, en 1999 – avait occasionné le départ de nombreux militants du FN et du DPS.

Rappelons aussi qu'à une période récente encore, le FN avait un rapport à la violence (hors violence d'Etat) plutôt affranchi, bien que sa direction actuelle ne cherche pas à mettre cette dimension en avant, alors que les structures – dont le DPS – sont toujours en place. Le 21 février 1995, trois colleurs d'affiches du FN ont tué à Marseille un jeune Comorien âgé de 17 ans, Ibrahim Ali. A la différence d'autres violences mortelles qui impliquaient l'extrême droite, mais dont les auteurs n'appartenaient pas au FN lui-même (c'était le cas des assassins



de Brahim Bouarram, le 1er mai 1995 en marge du défilé du FN, qui étaient membres du groupuscule «L'œuvre française»), la défense et l'accompagnement des tueurs furent ici directement pris en charge par l'appareil central du FN.

A la fois Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret, alors numéro deux du parti, acceptèrent d'intervenir à la barre en tant que «témoins de moralité» des accusés, lors du procès tenu en juin 1998 à Marseille. Bruno Mégret profita de l'occasion pour plaider la théorie de la légitime défense – il s'agissait de la mort d'un adolescent non armé, par une balle tirée dans le dos... La mairie de Vitrolles, contrôlée par sa femme Catherine Mégret, ira même embaucher l'un des trois tueurs, Mario d'Ambrosio, à sa sortie de prison.

Aujourd'hui, en revanche, les dirigeants centraux du FN considèrent l'emploi ouvert de la violence ou sa non-condamnation comme contreproductifs en vue de la victoire électorale recherchée. Précisons que Bruno Mégret lui-même était, dans les années 1990, le penseur d'une stratégie dite de «dédiabolisation», qui était déjà dénommée ainsi en interne, alors que Marine Le Pen revendique ce terme publiquement depuis son ascension à la présidence du FN en janvier 2011. Ainsi il n'existe pas de différence de nature entre les deux comportements (Bruno Mégret attribuant la mort d'Ibrahim Ali à «la faute de l'immigration massive et incontrôlée», et une direction du FN cherchant à apparaître comme non violente), mais bien un calcul tactique en fonction de la situation historique et des marges d'action qu'elle semble offrir.

...ET CELLE DE LA DÉMAGOGIE SOCIALE

A la même époque (1995 à 1998), l'appareil du FN a aussi tenté de mettre en place une surface militante à vocation «sociale», cherchant à recopier par là une dynamique que possédaient les mouvements fascistes historiques et qui les distinguait (parmi d'autres éléments) des partis parlementaires de droite classique.

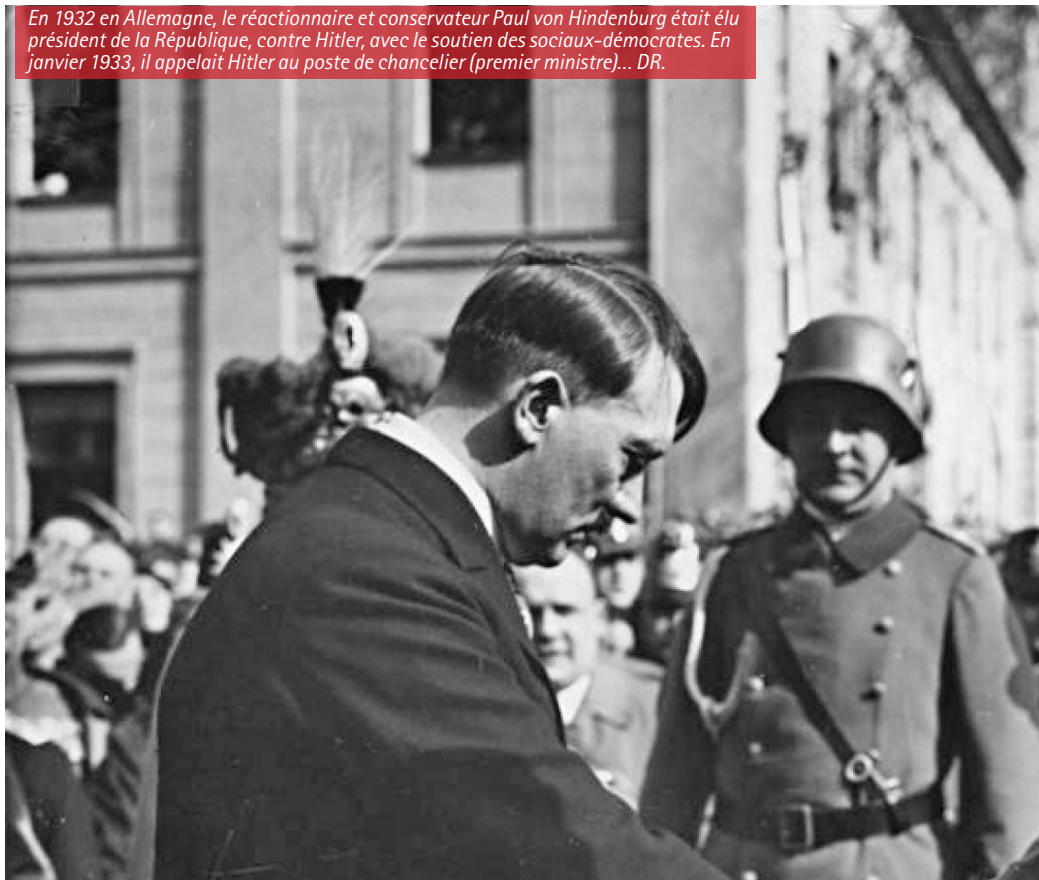
Il faut ici mentionner la mise en place de cinq prétendus «syndicats» par le FN en 1995/96, la présentation d'une

liste intitulée «FN locataires» aux élections de représentants des locataires dans les offices HLM en juin 1996, ou encore constitution de listes pour les élections prud'homales de décembre 1997. Rappelons également que cette politique fut assez ouvertement saluée dans les colonnes du journal de droite *Le Figaro*, dans son numéro du 4 juillet 1996: «Il faut, selon le dirigeant du FN, utiliser les champs d'action, les leviers et les stratégies de rassemblement que la droite classique a largement abandonnés à la gauche.» L'article, à la tonalité largement positive, était intitulé «La straté-

article du Code du travail de l'époque (devenu article L.2131-1 du Code du travail actuel) définit l'objet des organisations syndicales comme «l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels» des salariés, ce qui ne peut être le cas d'une structure prônant la «préférence nationale».

Mais ce sont surtout les effets de la scission Le Pen/Mégret, actée en 1999, qui ont freiné les tentatives d'implantation sociale du FN, passant par des activités autres qu'électorales ou parlementaires. En effet, la majorité des cadres

En 1932 en Allemagne, le réactionnaire et conservateur Paul von Hindenburg était élu président de la République, contre Hitler, avec le soutien des sociaux-démocrates. En janvier 1933, il appelait Hitler au poste de chancelier (premier ministre)... DR.



gie de conquête de Jean-Marie Le Pen».

Une contre-offensive syndicale, obtenant une série de décisions de justice, a cependant imposé un coup d'arrêt à ces tentatives d'intrusion sur le terrain social. Par un arrêt de principe du 10 avril 1998, la Cour de cassation a interdit aux pseudo-organisations syndicales mises en place depuis 1995 par le FN de revendiquer la qualité de syndicat de salariés. Elle a alors considéré qu'une organisation – prétendument syndicale – qui inscrit dans ses statuts la «préférence nationale», donc l'application de droits sociaux différents aux individus en fonction de leur nationalité, ne pouvait pas se prévaloir de la qualité de syndicat de salariés; ceci, parce qu'un

du FN investis sur ce terrain étaient plutôt proche de la mouvance Mégret, qui œuvrait au développement de stratégies innovantes pour l'extrême droite mais avait perdu la bataille pour le pouvoir au sein du FN.

Ce n'est donc pas par absence de volonté de recopier des pratiques et des stratégies propres aux mouvements fascistes historiques – et qui les distinguaient d'une droite bourgeoise, libérale et conservatrice «ordinaire» – que le FN se situe aujourd'hui plutôt sur un terrain institutionnel et parlementaire.

Il n'a pas renoncé à la démagogie sociale, cette dernière ayant au contraire connu un «second printemps» depuis

l'ascension de Marine Le Pen à la présidence du parti. C'est bien à tort que certains journalistes de la presse bourgeoise attribuent, fréquemment, un prétendu « tournant social » du FN à la présidence de Marine Le Pen. En réalité, la direction du FN a effectué un tournant « national-social », abandonnant l'ancienne ligne ultralibérale des années 1980 en matière sociale et économique, au début des années quatre-vingt-dix. La raison principale réside dans le fait que les stratèges du FN avaient conclu, à l'époque, à la « mort définitive du marxisme » suite à la



chute du mur de Berlin et à la disparition de l'URSS, pour en déduire qu'il fallait se saisir de l'opportunité historique de devenir « la seule opposition anti-système, capable de poser la question sociale » en s'adressant aux victimes du capitalisme triomphant.

Marine Le Pen n'a fait que remettre au goût du jour ce logiciel datant du début des années 1990, sans rien y modifier au fond. Le FN tente toujours de s'adresser aux classes populaires à travers un discours de démagogie sociale, en tentant d'expliquer que la misère sociale n'est pas le fruit du capitalisme en tant que rapport social mais de la

mondialisation qui efface les frontières « et donc les protections », à la fois pour les travailleurs et pour « les entrepreneurs productifs » et « enracinés dans un territoire ». La différence entre le FN de 1995 et celui de 2011 ou de 2017 est que sa direction a appris à argumenter de façon apparemment plus objective et moins idéologique, en utilisant des arguments et notamment des descriptifs – portant sur les conséquences sociales (voire écologiques) du capitalisme néolibéral mondialisé – venant d'autres acteurs sociaux ou politiques, et sortis de leur contexte.

Ainsi, dans son discours d'intronisation en tant que présidente du FN, le 16 janvier 2011 à Tours, Marine Le Pen a-t-elle utilisé – parfois en citant ses références et parfois en les taisant – des économistes keynésiens, des écologistes critiquant la multiplication des transports à la surface du globe (avec les chaînes de production transnationales) ou encore des auteurs ayant inspiré Attac.

Le FN d'il y a vingt-cinq ans présentait dans ce domaine un discours beaucoup plus idéologique. Sa direction préférerait à l'époque vilipender le « mondialisme », présenté comme une idéologie fondamentalement malfaisante, en mélangeant pêle-mêle libre-échange international et pratiques capitalistes, antiracisme, universalité des droits humains et « destruction des nations ». La dénonciation dudit « mondialisme » absorbait alors celle de la « mondialisation » néolibérale, attribué au « capital apatride ». Aujourd'hui, la direction du FN a appris à parler de « mondialisation » comme tout le monde.

LES RAPPORTS AVEC LA DROITE ET LA BOURGEOISIE

Un des obstacles importants sur la route du FN demeure, depuis l'adoption entre 1990 et 1995 de sa stratégie « nationale-sociale », son rapport aux classes économiquement dominantes. Celles-ci ne semblent pas accepter, jusqu'ici, que le FN puisse jouer un rôle bénéfique pour leurs intérêts, allant dans le sens que l'article précité du Figaro insinuait en 1996. Marine Le Pen a certes réussi à se faire auditionner, en tant que candidate à l'élection présidentielle – et le même jour qu'Emmanuel Macron

et François Fillon, le 28 mars 2017 – par le Medef de Pierre Gattaz, alors que son ancienne présidente Laurence Parisot s'y était toujours refusée. Mais le déroulement de la rencontre a surtout mis en évidence la méfiance qui continue de régner, dans les cercles dirigeants du patronat, à propos de l'« incompétence économique » du FN.

Ce rapport tendu explique aussi la distance que maintient l'essentiel de la droite classique qui, elle, s'inscrit plus que jamais dans le libéralisme économique ouvert (avec la projet « thatchérien » affiché du candidat sorti vainqueur des primaires de novembre 2016, avant que celui-ci ne trébuche non sur son programme mais sur d'autres aspects).

Les tentatives du FN de décrocher des pans de la droite conservatrice qui seraient prêtes à s'allier avec lui – y compris afin de démontrer à la bourgeoisie sa propre « crédibilité » – ne sont pas antinomiques avec son propre projet. Le fascisme historique et sa version la plus agressive, le nazisme allemand, ne sont arrivés au pouvoir que dans le cadre d'alliances avec des forces de droite conservatrices et réactionnaires. Le NSDAP d'Adolf Hitler avait conclu un accord avec cette droite en 1931, sous la forme du « Front de Harzburg » et son premier cabinet, en 1933, ne comptait que trois représentants nationaux-socialistes sur huit ministères clés.

Le principal intérêt de l'accord conclu le 29 avril 2017 par Marine Le Pen avec Nicolas Dupont-Aignan – outre le fait d'attirer ses 4,7% d'électeurs/électorales du premier tour – réside dans l'affichage politique. Alors que le FN continue de clamer qu'il souhaite la sortie de l'euro et de l'Union européenne (sauf si cette dernière acceptait de se transformer largement), le « contrat de gouvernement » commun du 29 avril précise qu'une telle sortie ne constitue « pas le préalable nécessaire à toute politique économique ». Cela semble signifier que le FN serait prêt à s'accommoder de ce cadre, au moins à court et moyen terme, dans le cadre d'une Realpolitik. Le FN a peut-être posé, ici, les premiers jalons du chemin vers son acceptation – en tant que « parti respectable » – par des fractions plus importantes de la classe dominante. □

Brexit: rêves et réalités

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Au matin du 24 juin 2016, on apprenait que 51,9 % des électeurs britanniques avaient décidé de quitter l'Union européenne. Quelles étaient les raisons de ce vote ? Et quelles sont aujourd'hui les perspectives pour les Britanniques et pour les habitants du continent européen ?

Même si 67,2 % des Britanniques avaient décidé en 1975 de rejoindre la Communauté européenne, ces derniers ont toujours vécu une telle appartenance comme un « mal nécessaire ».

Le référendum du 23 juin a cependant eu un caractère particulier. Dans un pays où la population ne s'engage habituellement pas en politique, un large secteur d'entre elle s'est impliqué dans la campagne pour ou contre le Brexit, en adhérant à des partis politiques et en s'engageant pour la première fois de sa vie. Alors que la moyenne de participation aux quatre élections générales tenues entre 2001 et 2016 avait été de 63 %, 72,2 % des inscrits ont participé au scrutin de juin.¹

Les élites britanniques et européennes ont ignoré ce facteur, en qualifiant la victoire du Leave (quitter) comme une rébellion du peuple anglais pauvre, arriéré, sans éducation et xénophobe – les Écossais ayant voté pour le Remain (rester) à 62 % et les Irlandais du Nord à 55,8 %. Les perdants de la mondialisation se seraient laissé tromper par ceux qui leur promettaient le retour à une Angleterre mythique, « indépendante » de Bruxelles et sans immigrés européens.

Mais la situation est plus complexe. Une étude intitulée « *Les quinze choses que vous devez savoir sur les électeurs du Remain* »² indique que la majorité des 18-35 ans, toutes classes sociales confondues, a voté pour rester, à l'opposé de la majorité des plus de 65 ans. Chez ceux qui ont voté pour rester, la principale motivation était la crainte des conséquences économiques du Brexit. Ces derniers sont aussi plus ouverts à l'immigration parce qu'ils savent que sa limitation mettrait en danger le fonctionnement des services publics.³ Ils se plaignent du rôle pratiquement inexistant dans le réfé-

rendum de Corbyn et du Parti travailliste, ne croient pas que les travailleurs ou leur dirigeant pourraient s'opposer aux plans de Brexit des conservateurs, et pensent qu'il faudrait un nouveau parti.

Le vote en faveur du Brexit a regroupé principalement – mais non exclusivement – la classe ouvrière blanche (celle d'origine immigrée ayant voté majoritairement pour rester). Il y a là un élément anti-immigration, qui n'est pas tant dirigé contre les 3,5 millions de résidents européens permanents que contre les 9 millions de travailleurs européens temporaires qui, aux termes des accords de libre circulation, peuvent entrer à tout moment pour travailler librement en Grande-Bretagne. Les grandes villes, qui reçoivent des migrants depuis des siècles, sont habituées à intégrer des populations étrangères. Mais pas les petites villes comme celles des Midlands, qui ces dix dernières années ont reçu un flux migratoire européen tel que la part de leur population étrangère est passée, dans la même période, de un cinquantième à un quart. Ce sont ces endroits qui ont voté pour le Brexit à 60 %.⁴

Selon *The Economist*, l'afflux migratoire vécu par l'Angleterre durant la dernière décennie ne peut se comparer qu'à celui que les États-Unis ont connu au 19^e siècle, quand le capitalisme américain était en pleine expansion et qu'il n'y avait pas d'État-providence.⁵ Les coupes budgétaires imposées à l'État-providence par les gouvernements travaillistes comme conservateurs ont fait le reste : les besoins des Britanniques en matière de sécurité sociale, de santé et d'éducation ne sont plus couverts. Dans cette situation, le plus simple est devenu d'accuser les immigrés européens de « voler » les avantages sociaux.

En outre, les « bénéficiaires » de la mondialisation ont été maigres pour les

travailleurs britanniques. Il faut remonter aux années 1920 pour trouver des niveaux d'inégalité sociale comparables à ceux d'aujourd'hui. Selon Owen Jones, malgré la reprise économique partielle des deux dernières années, la classe ouvrière est plus pauvre aujourd'hui qu'au début de la

May et Merkel : une mésentente peu cordiale... DR.



crise mondiale. Une réduction des salaires aussi marquée et durable ne s'était plus vue depuis le 19^e siècle, à l'époque des guerres napoléoniennes. De nos jours, une telle chute de pouvoir d'achat ne peut être comparée qu'à celle subie en Grèce.⁶ C'est pourquoi, lorsque les partisans du Remain disaient que la situation économique serait terrible si l'on s'en allait, ceux qui étaient en faveur du Leave répondaient qu'elle était déjà catastrophique et pouvait difficilement devenir pire.

UNE CRISE ÉCONOMIQUE QUI S'APPROFONDIS

Durant les mois qui ont suivi le Brexit, le gouvernement de Theresa May s'est glorifié de ce que les prévisions éco-

nomiques catastrophiques de la Banque d'Angleterre ne se soient pas vérifiées. Mais c'est maintenant que les problèmes commencent à se faire sentir.

Le 12 avril, Damian Green, ministre de l'emploi et des retraites, a affirmé que le taux de chômage était de 4,7 %, son niveau le plus bas depuis 1975. De son côté, le FMI a révisé à la hausse (à 2 %) la prévision de croissance du Royaume-Uni pour 2017. Frances O'Grady, secrétaire générale du TUC (la confédération syndicale), dépeint cependant un tableau moins optimiste. Selon elle, les travailleurs britanniques sont confrontés à une crise de leur niveau de vie du fait de la combinaison de la stagnation des salaires et de la hausse de l'inflation provo-

d'un foyer moyen, ont reculé de 1,4 % entre janvier et mars. Selon *The Guardian*⁷, elles sont tombées en avril à leur niveau le plus bas depuis sept ans. Pour continuer à consommer, les gens prennent sur leur épargne ou s'endettent avec leur carte de crédit. Mais la situation de la classe ouvrière est encore pire. Selon la CBI (Confédération de l'industrie britannique, le Medef local), un Brexit « à l'amiable » entraînerait la destruction de 550 000 emplois d'ici à 2020, mais un Brexit « dur », comme celui que May préconise, provoquerait 950 000 licenciements et ferait passer le chômage de 5 à 8 %.⁸ Un ancien responsable de la Banque d'Angleterre a déclaré à la presse que « le soutien au Brexit sera déterminé par l'économie et le maintien du niveau de vie. Et les chiffres actuels ne vont pas dans le bon sens ».⁹

NE JAMAIS DIRE JAMAIS

Lorsqu'elle a pris ses fonctions, Theresa May a juré qu'elle n'appellerait pas à des élections générales avant le terme prévu de la législature, en 2020. Le 18 avril, elle a cependant demandé au parlement de convoquer des élections anticipées pour le 8 juin. Le motif invoqué est que l'opposition l'empêchait d'appliquer sa politique et affaiblissait sa capacité de négociation face à l'UE – les travaillistes menaçant de voter contre tout accord qu'elle aurait négocié, les Démocrates-Libéraux (centristes) réclamant un nouveau référendum, le SNP exigeant une nouvelle consultation sur l'indépendance de l'Ecosse et la Chambre des Lords annonçant qu'elle s'opposerait à une sortie « dure » de l'UE.

May savait qu'elle devait appeler à des élections avant que les conséquences économiques négatives du Brexit ne conduisent la population à changer d'avis. Les enquêtes de YouGov/Times montrent qu'un tel changement pourrait être en cours. A la mi-avril, le nombre de ceux qui veulent rester dans l'UE ont pour la première fois égalé, à 44 %, celui des partisans de la sortie. Une semaine plus tard, la part des électeurs estimant que le Brexit a été une erreur a atteint 45 %, contre 43 % pour ceux pensant le contraire.¹⁰ L'axe choisi par Theresa May pour sa campagne est de se présenter comme celle qui pourra le mieux négocier avec l'UE : « ce sera un choix entre une

direction forte et stable dans l'intérêt de la nation, avec moi comme Premier ministre, ou un gouvernement de coalition faible et instable dirigé par Jeremy Corbyn, avec l'appui des Libéraux-Démocrates, qui veulent rouvrir les divisions du référendum, ainsi que Nicola Sturgeon et le SNP ».¹¹ Mais elle se refuse à dire ce que sera sa ligne de négociation. Son seul mot d'ordre est « un gouvernement fort et stable ».

Elle peut le faire parce que le Parti travailliste est en plein brouillard. Les sondages indiquent que 61 % des électeurs la considèrent plus fiable pour négocier que Corbyn, qui n'obtient le soutien que de 23 % des personnes interrogées.¹² Tous les sondages donnent le Parti conservateur gagnant, avec une moyenne de 47 % contre 30 % au Parti travailliste.¹³ Les conservateurs obtiendraient 400 des 650 sièges au parlement, réduisant ainsi la représentation des travaillistes de 232 sièges à 168. La seule défaite comparable pour les travaillistes est celle de 1983 face à Margaret Thatcher.

Le Parti travailliste se trouve plongé dans l'une des pires crises de son histoire. Historiquement eurosceptique, Corbyn ne pouvait pas jouer un rôle de direction dans la campagne contre le Brexit. Pris en tenailles entre ses militants du nord industriel, qui étaient pour quitter l'UE, et la majorité des parlementaires et de sa base dans les grandes villes, qui étaient pour rester, Corbyn a pratiquement disparu pendant cette campagne. Bien que 69 % des travaillistes aient voté pour rester, une analyse géographique des résultats montre la rupture intervenue entre les parlementaires travaillistes et leur base ouvrière dans le nord.¹⁴

La réaction de Corbyn a été insolite. Il a d'abord exigé de ses parlementaires qu'ils respectent le résultat du référendum en votant en faveur du déclenchement de l'article 50 ouvrant le processus de sortie. Puis, face à l'appel de May à des élections – qui pour passer avait besoin d'une majorité parlementaire des deux tiers –, il a de nouveau exigé de son parti qu'il vote pour. De nombreux travaillistes ont vécu ces exigences comme une trahison. Aujourd'hui, alors que des sec-teurs de son parti lui demandent de



quée par la dévaluation de la livre depuis le référendum – moins 14 % par rapport au dollar et moins 10 % vis-à-vis de l'euro. Cette baisse de la livre n'a pas entraîné la hausse des exportations espérée, mais a stimulé l'inflation, qui a atteint 2,3 % sur un an en avril, son niveau le plus élevé depuis trois années. Dans le même temps, les salaires n'ont augmenté que de 1,9 %. Et les experts prévoient que le rythme annuel de l'inflation au second semestre pourrait dépasser les 3 %.

Dans un pays qui importe presque tout ce qu'il consomme, la chute de la livre a fait augmenter les dépenses des ménages et affecté la consommation, un des principaux moteurs de l'économie britannique. Les ventes au détail, qui représentent un tiers des coûts

mettre l'accent sur la politique à mener face au Brexit, Corbyn a axé son manifeste de campagne sur l'opposition aux mesures anti-ouvrières et antipopulaires de May. Le problème est que s'il est pour un Brexit « soft », qui maintienne des relations étroites avec l'UE ainsi que les garanties dont bénéficient actuellement les résidents européens, il veut tout comme May faire cesser le flux migratoire européen.

UN FUTUR INCERTAIN

La situation de Theresa May est difficile. C'est une Première ministre faible, qui a pris ses fonctions en dehors du cadre d'une élection et après avoir défendu, même timidement, le fait de rester dans l'Union européenne. Dès sa nomination, elle a éliminé du gouvernement les partisans de son prédécesseur, David Cameron, pour s'appuyer sur les secteurs pro-Brexit les plus extrêmes du Parti conservateur. Elle a besoin dans ces élections d'une victoire écrasante qui ratifie sa politique du « Il vaut mieux pas d'accord du tout qu'un mauvais accord ». Elle fait ainsi le choix d'ignorer les avertissements du Medef britannique qui lui dit depuis des mois que la négociation simple et rapide dont elle a fait la promesse est impossible.

Jusqu'à présent, May a gardé le secret sur le contenu des négociations. Son attitude – qualifiée par Angela Merkel d'« illusoire » – a conduit la Commission européenne, début mai, à rendre public l'état des négociations. Les conversations tenues au cours du dîner du 26 avril ayant réuni May, son ministre du Brexit, David Davis, le négociateur de l'UE, Michel Barnier, et le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, ont été « fuitées » à un quotidien allemand. Le capital financier et industriel britannique s'en est immédiatement fait l'écho.

The Times, le *Financial Times*, le *London Evening Standard* et *The Guardian* ont publié la « fuite ». Selon ces journaux, la délégation de l'UE a discuté pour la troisième fois avec la Première ministre des conditions de la sortie du Royaume-Uni, en disant clairement que les négociations ne seraient ni simples ni indolores, au

contraire de ce que May prétend. L'UE est prête à faire un exemple pour les pays qui voudraient partir. May ne sera pas, comme elle le promet dans sa campagne électorale, la négociatrice principale du Brexit. Elle ne pourra pas non plus participer aux réunions des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE. La négociation se déroulera entre David Davis et Michel Barnier. Et Juncker lui a assuré que le Brexit « ne sera pas un succès ».

Au cours d'une conférence de presse tenue quelques jours plus tard, Michel Barnier a confirmé les « fuites » et apporté de nouveaux éléments qui confirment le caractère illusoire des aspirations de Theresa May. Le Brexit sera pour le peuple britannique un processus long et difficile, qui ne commencera que lorsque le Royaume-Uni aura payé tout ce qu'il doit à l'Union européenne. Selon le *Financial Times*, la facture pourrait s'élever à 100 milliards d'euros. Deux autres préalables à l'engagement des négociations sur les conditions du Brexit sont le maintien des droits des ressortissants européens vivant au Royaume-Uni et le fait que la frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande reste ouverte.

May a réagi avec virulence aux « fuites » de Bruxelles, en accusant l'UE d'interférer dans les élections britanniques. « La position de la Commission européenne dans les négociations s'est durcie. Des menaces ont été proférées envers la Grande-Bretagne par des responsables politiques et des officiels. Le calendrier pour de tels actes a été délibérément planifié afin d'affecter le résultat de l'élection générale qui aura lieu le 8 juin », a-t-elle affirmé. Le porte-parole de Jean-Claude Juncker lui a répondu : « nous n'avons pas d'opinion à propos de l'opinion de May sur les élections. Cette semaine, nous avons déjà épuisé les 30 minutes hebdomadaires que nous consacrons au Brexit. » Donald Tusk, président du Conseil européen, lui a demandé « modération et mesure ».

D'autres problèmes ajoutent de l'incertitude au Brexit. L'un d'entre eux est le statut de Londres en tant que centre financier mondial. Le rêve de transformer Londres en une Singapour-sur-Tamise n'a aucune chance de se réaliser si la City perd son passeport européen. Goldman-Sachs et HSBC ont déjà lancé des plans afin de

transférer une partie de leurs services sur le continent. Francfort et Paris les attendent à bras ouverts.

Mais le principal danger reste l'écclatement du Royaume-Uni. Jusqu'à présent, l'Espagne avait opposé son veto à une entrée de l'Ecosse dans l'Union européenne si un nouveau référendum d'indépendance s'avérait victorieux. Mais elle vient de changer d'avis, dans le but de faire pression en vue d'une renégociation du statut de Gibraltar. Et différents secteurs commencent à dire qu'une Irlande unifiée serait acceptée sans problème au sein de l'UE.

Le vote du Brexit a ouvert une boîte de Pandore que l'autisme de Theresa May ne parvient pas à refermer. La situation au Royaume-Uni montre que sous le système capitaliste, en dehors donc de l'engagement d'une transition socialiste, la sortie de quelque pays que ce soit de l'Union européenne non seulement ne peut résoudre aucun des problèmes créés par la mondialisation néolibérale, mais n'apporterait sans doute que plus de misère et de souffrances pour les travailleurs et le peuple. □

1 « The Revenge of the Deplorables », http://pages.eiu.com/rs/783-XMC-194/images/Democracy_Index_2016.pdf

2 « The Fifteen things you need to know about Remain voters », <http://neweconomics.org/wp-content/uploads/2016/12/New-Economics-Foundation-Poll-of-Remain-voters-James-Morris-Greenberg-Research-Presented-Nov-2016.pdf>

3 On estime que 30% des médecins du NHS (Service national de santé) sont des étrangers.

4 « Explaining Britain's Immigration Paradox », <http://www.economist.com/news/britain/21720576-migration-good-economy-so-why-are-places-biggest-influxes-doing-so>

5 « To understand Britain today, look to the 17th century », <http://www.economist.com/blogs/bagehot/2017/04/taking-stock>

6 « Brexitland : With pay so low for this long, no wonder there's anger in Sheffield », <https://www.theguardian.com/business/2017/apr/25/brexit-economy-living-standards-are-falling-as-the-snap-election-looms>

7 « Brexit economy : living standards are falling as the snap election looms », <https://www.theguardian.com/business/2017/apr/25/brexit-economy-living-standards-are-falling-as-the-snap-election-looms>

8 « Brexit – the Business View », Lecture at London Business School, 21 mars 2016, <http://www.cbi.org.uk/business-issues/uk-and-the-european-union/eu-business-facts/brexit-the-business-view-pdf/>

9 The Guardian, article cité en note 7.

10 « Majority of British voters believe Brexit was wrong decision, poll finds », <http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/majority-british-voters-brexit-wrong-decision-yougov-poll-finds-a7704566.html>

11 « Theresa May on calling an early election : full statement », <http://www.newstatesman.com/politics/elections/2017/04/theresa-may-calling-early-election-full-statement>

12 « Conservatives lead over Labour cut by seven points ahead of general election, latest poll shows », <http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/conservative-lead-labour-cut-seven-points-general-election-poll-latest-jeremy-corbyn-theresa-may-a7704796.html>

13 « The Snap : 20 years after Labour landslide, is Blair back to spoil May's day ? », <https://www.theguardian.com/politics/2017/may/01/the-snap-20-years-labour-landslide-blair-may-day>

14 « What do Labour Remain voters want ? », <http://www.newstatesman.com/politics/staggers/2017/02/what-do-labour-remain-voters-want>

TURQUIE

Fraude, répression, état d'urgence: une faible victoire du Oui

PAR URAZ AYDIN

Bien qu'Erdogan ait utilisé tous les moyens durant la campagne du référendum constitutionnel, sa victoire a été très étroite. On lira ici l'analyse que nous a fait parvenir un correspondant à Istanbul.

Le référendum tant attendu par le parti-Etat d'Erdogan ainsi que par l'opposition, toutes tendances confondues, a finalement eu lieu le 16 avril. Les amendements constitutionnels visant à permettre la transition vers un régime présidentiel dictatorial ont été acceptés avec un faible écart de un million trois cent mille voix (sur 58 millions d'inscrits et 50 millions de votants)... d'après les résultats annoncés par le Haut conseil électoral (YSK) et fortement contestés par les partisans du Non en rai-

Les irrégularités ne sont pas limitées au jour du référendum. Dès le début de la campagne, au mépris de toute équité, toutes les opportunités offertes par l'Etat ont été mobilisées. Le contrôle quasi absolu d'Erdogan sur les médias publics et privés a permis à la propagande pour le Oui d'être omniprésente.

Quelques chiffres suffisent à rendre compte de l'énormité de la situation. Dans les vingt premiers jours du mois de mars, sur 17 chaînes télévisées, Erdogan et divers dirigeants de l'AKP ont bénéficié de 420,5

Rappelons qu'Erdogan avait il y a quelques mois annulé par décret l'obligation d'une égalité dans le passage à l'antenne des différents partis lors des périodes d'élection.

Des maires, préfets, gouverneurs ont déclaré leur soutien aux amendements constitutionnels; des écoles et universités ont forcé leurs étudiants à participer à des réunions du Oui; mairies et départements de l'Etat ont obligé leur personnel à prendre part aux meetings pro-Oui; des cas de policiers distribuant des tracts du Oui ont été signalés.

Une propagande omniprésente... DR.



son de graves soupçons de fraude.

En effet, alors que le vote continuait dans la journée du 16 avril 2017, l'YSK a annoncé que les bulletins de vote et enveloppes ne comportant pas le sceau officiel – devant être apposé par les scrutateurs le jour même du référendum – seraient tout de même valables. Ce qui est totalement contraire à la loi électorale.

heures de passage à l'antenne en direct et le parti de gauche HDP, lié au mouvement kurde, de... zéro! Entre le 1^{er} et le 22 mars, sur la chaîne publique, Erdogan et le gouvernement ont eu droit à 4113 minutes de diffusion, le parti républicain de l'opposition CHP à 216 minutes, le parti d'extrême droite MHP désormais soumis à Erdogan à 48 minutes, et le HDP... à une minute!

CAMPAGNE D'ETAT ET CRIMINALISATION DU NON

Durant la campagne, l'atmosphère a bien entendu été très tendue. S'il a été possible de monter des stands et de tracter en faveur du Non dans les grandes villes, cela s'est avéré beaucoup plus difficile dans les villes d'Anatolie où l'AKP est puissant. D'autant plus qu'Erdogan et sa clique ont, jusqu'aux deux dernières semaines, renforcé la polarisation en cours en dépassant les bornes dans la criminalisation du Non.

Erdogan s'est par exemple permis d'affirmer que les « martyrs » de la tentative de coup d'Etat militaire du 15 juillet 2016 étaient pour le Oui, alors que les putschistes qui bombardaient le peuple étaient des défenseurs du Non. Il avait également assuré auparavant que ceux qui soutenaient le Non étaient ceux qui voulaient diviser le pays et porter atteinte au drapeau de la nation, comme le PKK... Cette rhétorique, dans laquelle le Oui est présenté par le régime comme une « réponse » au 15 juillet et le Non est identifié

au terrorisme, lui était nécessaire car il existait une part considérable d'indécis dans la base de l'AKP, mais surtout un désaccord important au sein du MHP d'extrême droite.

Ainsi, le leader du MHP, Bahceli, concurrencé par une forte opposition interne, avait profité du coup d'Etat avorté pour faire allégeance à Erdogan et exclure les chefs de l'opposition, en les accusant d'être téléguidés par la confrérie Gülen (présumée responsable du putsch). Mais ce soutien excessif à Erdogan a aggravé la fracture au sein du MHP, et les opposants au sein du parti se sont déclarés contre le projet d'amendement constitutionnel, soutenus par une partie importante de sa base. Soulignons que parmi les très nombreux cas d'agression envers des militants du Non, parfois même par arme à feu, ce sont les partisans de droite du Non qui ont été le plus frappés par la répression.

UN CAMP DU NON TRÈS DIVERS

La disparité des forces politiques et sociales s'opposant au régime de chef unique souhaité par Erdogan était telle qu'une campagne commune au plan national des partisans du Non n'était pas envisageable. Chaque groupe, parti, syndicat, association a donc fait sa propre campagne, en essayant de ne pas se marcher sur les pieds.

Le CHP républicain, principal parti de l'opposition, a mené une campagne plutôt intelligente en ne s'affichant pas directement. Sur aucun de ses matériels de propagande ne figurait le nom ou le sigle du parti. Cela renforçait l'idée que l'enjeu n'était pas d'être pour ou contre Erdogan et l'AKP, donc que ce n'était pas une question de parti mais de « patrie », concernant l'avenir du pays.

Le HDP, affaibli par la mise en détention de treize de ses députés, dont ses co-présidents Selahattin Demirtas et Figen Yuksekdog, ainsi que de 83 maires et adjoints au maire dans le Kurdistan et de milliers de militants, a surtout insisté dans sa campagne sur l'importance d'aller voter et de ne pas se désintéresser du devenir du régime turc, après tous les ravages que celui-ci a infligés à cette région. Au niveau local, la campagne a été conduite par des « assemblées du Non » qui regroupaient aussi bien des membres de ces partis que des militants de la

gauche radicale et de nombreux activistes indépendants. Ces assemblées ont été d'une certaine façon coordonnées, même si leurs liens n'étaient pas organiques, par l'Union pour la démocratie qui est une initiative civile formée au lendemain de l'instauration de l'état d'urgence et constituée de divers intellectuels, militants, groupes, partis et mouvements de gauche.

Un point important à souligner est la tenue de plusieurs rencontres, avant l'ouverture de la campagne, entre cette Union et des intellectuels islamistes critiques par rapport à Erdogan, à l'AKP et au contenu de la réforme constitutionnelle. Cela a, selon des membres de l'Union, contribué à l'adoption d'un angle d'attaque qui ne considérerait pas la base du bloc AKP-MHP comme entièrement soumise au projet d'Erdogan. Ces discussions ont en effet permis de comprendre que la base islamo-nationaliste n'était pas d'emblée gagnée au Oui, même si une partie importante de celle-ci peut continuer à voter AKP ou à vénérer Erdogan – ce qui se vérifiera largement à travers les résultats. Ainsi l'angle d'attaque adopté était fondé, non sur les sentiments anti-Erdogan et anti-islamiste du bloc « laïque », mais sur les dangers contenus d'un point de vue démocratique dans la concentration de tant de pouvoirs et de droits en une seule personne.

Du côté du Non de droite, le Saadet Partisi, courant politique historique de l'islamisme turc dont l'AKP est une scission, s'est ouvertement déclaré contre le projet soumis au vote. Dans la mesure où les partisans du Non étaient présentés dans la contre-propagande du Oui comme des représentants des « élites laïques », le refus du Saadet – bien plus radical religieusement que l'AKP – d'adhérer au bloc islamo-nationaliste a eu une importance symbolique pour contrer l'identification entre le choix à faire au référendum et la polarisation séculaire-religieuse.

Le Saadet en tant que tel n'a toutefois pas mené de campagne de rue. Mais le cercle d'intellectuels islamistes critiques évoqués plus haut (dont certains sont des universitaires limogés pour avoir signé des pétitions en faveur de la liberté d'expression) s'est réuni autour d'une initiative dénommée « Plateforme pour le droit et la justice », afin de conduire une campagne s'adressant à la base conservatrice religieuse. Des jeunes militants du Saadet y ont pris part, avec une contribution au niveau organisationnel de militants de gauche.

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

Si l'on s'en tient aux résultats annoncés par l'YSK, la première constatation à faire est que la victoire d'Erdogan par une si faible marge (51%) constitue en réalité pour lui une défaite, compte tenu de toutes les mesures prises pour rendre omniprésente la propagande en faveur du Oui et pour criminaliser le Non. Le Non est arrivé en tête dans les trois plus grandes villes du pays, Istanbul, Ankara et Izmir. Si l'on considère que les deux premières de ces villes sont administrées par des mairies AKP, cela traduit aussi un rejet important du projet de transition au régime présidentiel de la part de la base conservatrice religieuse. D'autant que des quartiers d'Istanbul traditionnellement conservateurs, comme Eyup ou Uskudar, ont eux aussi opté pour le Non, alors que dans celui de Fatih – « le » quartier islamiste par excellence – le Oui est passé de justesse.

Par rapport aux législatives du 1^{er} novembre 2015, où le total des voix de l'AKP et du MHP avait dépassé les 61%, la perte de voix du bloc islamo-nationaliste est de 10%. Dans un sondage réalisé juste au lendemain du référendum, Ipsos a observé que 10% des voix de l'AKP et 73% de celles du MHP étaient allées au Non, tandis que 9% des voix du HDP et 5% de celles du CHP passaient au Oui.

Reste maintenant, pour l'AKP, à déterminer les raisons de ce glissement de voix et les moyens d'inverser la tendance d'ici aux élections de 2019. Les plus fervents défenseurs d'Erdogan, les « Reisci », expliquent ces résultats par la trahison des partisans de Davutoglu – l'ancien premier ministre évincé « tout en finesse » par Erdogan – et par la présence de « gülenistes » cachés parmi les députés. Ils en appellent à une vaste purge interne. D'autres, plus lucides, pensent que les politiques de polarisation au sein de la société et de tensions internationales ne sont plus aussi efficaces qu'avant et qu'il serait temps de changer d'orientation.

Le principal facteur est bien entendu l'opposition au sein du MHP et l'attitude des presque trois quarts de sa base qui ont voté pour le Non. L'inféodation du leader Bahceli à Erdogan n'a pas été acceptée. Parmi les divers leaders de l'opposition interne au MHP, il semblerait que c'est Meral Aksener, ancienne ministre de l'intérieur en 1996, qui est en situation de rassembler les dissidents. De son côté, le MHP historique sera soumis à un processus de désintégration et ne pourra probablement pas dépasser, en

2019, la barre des 10% nécessaires afin d'accéder au parlement. Le futur parti de centre-droit nationaliste d'Aksener pourrait bien servir aussi de refuge à tous les mécontents de l'AKP.

LE VOTE DES KURDES

Une question fortement controversée est celle du vote kurde. Au Kurdistan de Turquie, même si le Non est globalement vainqueur avec plus de 60%, entre 10 et 15% des voix du HDP aux dernières législatives sembleraient être passées dans le camp du Oui. Les « intellectuels organiques » de l'AKP se sont empressés d'en déduire une prise

Ainsi, dans plusieurs bureaux, les électeurs ont dû voter devant les scrutateurs sans passer par l'isoloir et le décompte des voix n'a pas été public. Dans plus d'un millier de bureaux de vote ont été signalés des cas de Oui unanime (sans aucune abstention ni vote blanc ou nul), avec les mêmes signatures sur toute la liste d'émargement. Les cas de bulletins de vote non conformes (mais néanmoins validés par l'YSK) ont aussi été observés principalement dans cette région. Enfin, ont été rapportés des cas de fortes pressions et de chantage de la part des autorités locales sur les représentants de petits villages, pour le cas où l'on trouverait dans leurs urnes des bulletins pour le Non.

Les recours déposés par le CHP et le HDP afin de dénoncer les irrégularités et de réclamer l'annulation du scrutin ont été immédiatement rejetés par le Conseil électoral puis par le Conseil d'Etat. « *La résolution du conseil est sans appel* » s'est exclamé le « Reis » (Erdogan) ; « *tu n'as pas le droit de manquer de respect à la volonté de la Nation* » a-t-il poursuivi en s'adressant à l'opposition avant de réciter des vers du poète communiste Nazim Hikmet, à l'occasion de la Fête de l'enfant.

Dix jours après le référendum les jeunes et moins jeunes, réactivant la mémoire de la révolte du parc Gezi en 2013, sont



... Et une répression qui ne l'est pas moins. DR.

de distance par rapport au mouvement kurde et un alignement sur le projet d'Erdogan. Mais les rapports du CHP et du HDP ont signalé de nombreuses irrégularités et violations des procédures de vote, principalement dans le Kurdistan et surtout dans sa partie rurale où se trouvent les petits villages. Et ceci, en l'absence des assesseurs de l'opposition, chassés des bureaux de vote par des forces militaires ou paramilitaires.

Le transfert de voix qu'indiquent les résultats officiels s'explique ainsi, dans une large mesure, par la répression et les handicaps subis par la campagne du Non, même si des votes Oui ont été faits en toute connaissance de cause, certains ayant pu traduire un sentiment de lassitude (« donnons à Erdogan ce qu'il veut et peut-être nous laissera-t-il tranquille ») mêlé à une critique de la guerre urbaine menée par le PKK.

dans les rues pour protester contre ces résultats illégitimes, dans les parcs pour débattre lors de forums locaux de la nouvelle direction à prendre, des nouvelles tactiques à adopter. Les forces du Non ne sont nullement démoralisées, ni démobilisées : fières d'avoir mené une campagne intelligente et audacieuse, elles ont gagné une légitimité morale et semblent prêtes à résister face ce changement illégitime du régime. □

Les luttes LGBTIQ, mal aimées des processus révolutionnaires arabes

PAR LUIZA TOSCANI

La dimension inédite atteinte par les combats des LGBTIQ dans les pays arabes est largement liée au déclenchement des processus révolutionnaires. Les lignes qui suivent, extraites d'un article beaucoup plus long et détaillé¹, tentent de décrypter l'inscription de ces luttes dans ces processus, leurs dynamiques, leur mode d'expression et d'action.

Avant 2010, date formelle du début des processus, existaient déjà des initiatives dans la région, notamment au Liban, au Soudan, en Algérie, dans les Territoires occupés, le sultanat d'Oman, en Syrie, au Maroc ou en Tunisie, qu'il s'agisse de blogs, d'associations ou de noyaux plus ou moins clandestins. Au plan régional, *Bekhsoos* («A propos»), est une revue arabe féministe et queer, un site et une page Facebook.

Ces initiatives étaient contemporaines de la montée d'une série de luttes qui ont débouché sur des mouvements de rue dans l'écrasante majorité des pays arabes, ou de minorités arabes (Iran).

Les processus révolutionnaires vont voir les LGBTIQ participer aux mouvements, manifestations et initiatives de rue dans une série de pays ; à ce stade, ils et elles se joignent à titre individuel aux soulèvements et mêlent leurs voix à celles de millions de manifestant-e-s qui veulent en découdre avec les pouvoirs en place. Leurs slogans sont ceux de l'ensemble du peuple insurgé, leurs drapeaux ceux du pays en révolution, leurs espoirs ceux de voir s'effondrer des régimes despotiques et antisociaux.

Lors de cette phase initiale des soulèvements, ils et elles ne développent pas de revendications particulières. C'est une nouvelle génération qui n'a pas connu, ni participé aux initiatives des militants LGBT de la décennie 2000, ne serait-ce qu'en raison de son extrême jeunesse. Le caractère de masse des révolutions les inclut naturellement, alors que les associations qui avaient vu le jour dans les années précédentes avaient une dynamique concernant plus des militant-e-s confiné-e-s dans des capitales ou des villes importantes.

UNE MULTIPLICITÉ D'EXPRESSIONS

De là va naître un triple mouvement :

- Une série limitée de *coming out* individuels qui sont de fait des actes militants, que ce soit au niveau de la famille, du lycée, du quartier ou de façon médiatisée, à la télévision, la radio, les réseaux sociaux ou des autobiographies publiées dans la région.
- Un mouvement d'expression individuel ou collectif à travers des sites, blogs, pages Facebook ou hashtags (en Algérie, Arabie Saoudite, Egypte, Bahrein, Irak, Yémen, Khuzestan d'Iran, Liban, Libye, Emirats arabes unis, Soudan, Syrie, Tunisie), une revue papier clandestine (au Maroc), des revues électroniques (Tunisie, Syrie, Algérie, Soudan, Egypte) et même une radio (radio Alouen, en Algérie).
- Et enfin, un mouvement d'action collective, qui va se dissocier partiellement de la dynamique des révolutions. Celles-ci, qui sont nées et se sont développées dans les zones les plus éloignées des centres urbains et des capitales, rassemblent chaque jour des milliers de manifestant-e-s sur des bases largement spontanées et se heurtent à mains nues à la répression des contre-révolutionnaires. Les militant-e-s LGBTIQ, s'ils et elles sont né-e-s de ce mouvement et en utilisent la symbolique (le drapeau national), ne vont pas suivre la dynamique de ces révolutions. Ils et elles vont lutter et combattre dans les villes les plus importantes, sans occuper la rue spontanément pour des raisons faciles à comprendre. Ils et elles se regroupent et s'organisent sur leurs propres bases, créent des organisations ou des associations susceptibles de porter leurs revendications.

Le mouvement LGBTIQ est en rupture

avec la spontanéité et le caractère de masse du mouvement révolutionnaire arabe, dont il est largement issu. Mu-e-s par la certitude que ce mouvement ne portera pas leurs revendications, que les sociétés civiles émergentes sont parfois décevantes, ils et elles comptent sur leurs propres forces pour se battre. Les LGBTIQ vont créer leurs propres structures qui organisent l'expression, l'élaboration, la défense des droits et des revendications et développent des modes d'actions extrêmement divers, sur la forme et sur le fond.

Ne pouvant mener des actions publiques, ces organisations, non reconnues pour l'écrasante majorité d'entre elles, développent néanmoins des activités. Des événements comme des défilés de mode sont parfois utilisés pour arborer le drapeau arc-en-ciel, certaines associations tentent d'organiser des initiatives en ligne comme en Arabie Saoudite (janvier 2012). En Algérie, des bougies sont allumées tous les 10 octobre, dit «*Ten Ten*», pour mettre en lumière les LGBTIQ. L'association *Bedayaa*, qui travaille quasiment dans la clandestinité, vise à venir en aide, écouter et protéger les LGBT en Egypte et au Soudan. L'association *Aswat*, au Maroc, lance une campagne en 2013 «*L'amour pour tous*», puis en 2015 la campagne «*L'amour n'est pas un crime*», sur Twitter, pour la dépénalisation de l'homosexualité et l'abrogation des articles 489 et 490 du code pénal. La campagne se fait avec la participation de militants de la société civile, notamment de l'Association marocaine des droits humains.

Le 10 décembre 2016, anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, *Mawjoudin*, qui lutte en Tunisie pour l'égalité et les droits des

LGBTQI, lance sur le net la campagne «*Hetta houni fomma mithliyyin*» (Même ici il y a des homosexuels) avec le hashtag de la ville et le nom de l'association. La campagne a un écho dans toute la Tunisie et cette association participe au débat sur les LGBT à l'occasion de la «Nuit des idées», en 2017 à Tunis.

Les LGBTQI s'expriment sur les murs par des campagnes de graffitis, tags ou peintures murales; au Liban, «*Support Gay Rights*», «*Stop Homophobia*», «*No homophobia, racism, sexism, classism. Stand up for our rights*», «*Gay is OK*», «*shou fiyya?*» (Et alors?) écrit à côté d'un dessin représentant deux hommes s'embrassant, «*Arab Lesbian Liberation Front*», «*Queers kanou houna. Thawra*» (Des queers sont passés par là, Révolution)...

De même au Caire, en Israël et dans les territoires occupés palestiniens, en Tu-

Certaines associations demandent à l'Etat la prévention des MST/IST/VIH. La question du mariage homosexuel n'est généralement pas à l'ordre du jour des associations, même si leurs représentants sont souvent mis en demeure de manière peu amène de se prononcer sur le sujet. Des associations s'adressent d'abord à la société et aux LGBTQI, d'autres pensent initier le changement par des revendications s'adressant aux pouvoirs en place ou aux institutions internationales. Shams et l'Association tunisienne de soutien aux minorités (ASTM) vont participer à l'intergroupe LGBT, un forum informel du Parlement européen.

Iraqeer sollicite l'appui des autorités du Royaume-Uni via des parlementaires, le 15 juillet 2016, salue la levée du drapeau arc-en-ciel devant le consulat américain d'Irbil en 2016, lors du très officiel *Pride*

DES MANIFESTATIONS PUBLIQUES

Les LGBT organisent des manifestations publiques au Maroc, en Tunisie et au Liban. Ainsi, au Maroc, un sit-in de nuit a lieu à Rabat en 2016, pour rendre hommage aux victimes de la tuerie d'Orlando, avec drapeaux arc-en-ciel et bougies. Au Liban, en 2012, des drapeaux arc-en-ciel sont arborés lors d'une «*Laïque Pride*» qui exigeait la fin du système confessionnel.

La même année, une autre manifestation est organisée par l'association Helem, à Beyrouth, contre la pratique du test anal. En 2014, une centaine de manifestant-e-s se rassemblent devant le ministère de la Justice après l'arrestation et la garde à vue, assortie d'humiliations et de violences, de six gays et personnes trans dans un club. En 2016, Helem organise une projection-débat du film *Priscilla*, suivie d'une conférence de presse d'un rassemblement exigeant l'abrogation de l'article 534 du code pénal et la libération de personnes trans emprisonnées. En 2016, *Proud Lebanon* organise une réception à Khan Al Harir, en présence d'autres organisations et de diplomates.

En Tunisie, le drapeau arc-en-ciel est arboré dès 2011, et une Première Gay Pride a lieu en 2015 sur le campus universitaire de Tunis, avec drapeaux et pancartes: «*L'amour n'est pas un crime*», «*Mon corps, ma sexualité, mon droit*». La même année, un festival d'art féministe est organisé par Chouf à Carthage, repris l'année suivante (*choufouhonna*, soit «vous les avez vues»). Shams organise son premier meeting pour la dépénalisation de l'homosexualité à La Marsa, en 2015. A l'occasion du Forum social mondial à Tunis, en 2015, un rassemblement a lieu arborant le drapeau arc-en-ciel. En 2016, des militants LGBT défilent à Tunis avec ce drapeau à l'occasion du cinquième anniversaire de la révolution. Puis Shams organise un événement public à l'espace El Teatro de Tunis. En 2017, des équipes de *Danj* se rendent à Beja, Sousse et Gabes pour diffuser un guide de sécurité, juridique, numérique et informatique. Les projets poussent comme des champignons, ainsi Shams devrait lancer une hotline et une revue pour les homosexuel-le-s, intitulée *Shams Mag*.



A La Marsa, dans la banlieue de Tunis. DR.

nisie, au Kurdistan d'Irak... Ces graffitis ne relèvent généralement pas d'initiatives individuelles improvisées, mais de campagnes initiées par des associations.

LES REVENDICATIONS

Au-delà des revendications générales du droit à l'existence, de fierté ou de liberté, viennent celles de la décriminalisation de l'homosexualité par l'abrogation des articles du Code pénal (Maroc, Tunisie, Liban, Soudan), la suppression du recours au test anal (Liban: test supprimé dans la loi, mais en vigueur dans certains commissariats, et Tunisie), la libération de femmes trans emprisonnées (Liban), d'homosexuels incarcérés (Tunisie) ou de lesbiennes en détention préventive (Maroc), et la légalisation des associations LGBTQI.

Month et développe une analyse critique de la fragile avancée contenue dans les déclarations de 2016 du chef chiite irakien, Moktada al Sadr.

Au Liban, Helem, La Fondation arabe pour les libertés et l'égalité, M-Coalition, le centre de santé sexuelle *Marsa* et la *LebMASH* dénoncent des arrestations dans un hammam gay en août 2014 et exigent la libération des emprisonnés.

Un front LGBTQI (incluant des associations de la société civile) appelle les autorités tunisiennes à s'engager lors du prochain Examen périodique universel de la Tunisie devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, prévu en mai 2017, à abroger l'article 230 du code pénal, interdire la pratique du test anal, lutter contre toutes les formes de discrimination envers les LGBTQI et réprimer tout appel à la haine ou la violence.

LA DIMENSION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE

Très tôt, *Tunisia's Gay Day* a pris part à la campagne de solidarité avec les gays d'Irak. La dimension s'est particulièrement exprimée au moment de la tuerie d'Orlando, en 2016.

Les LGBTIQ joignent aux drapeaux nationaux leur bannière arc-en-ciel et participent à des manifestations au niveau international: *Gay Pride* d'Amsterdam (participation d'un bateau marocain en 2014 et 2016), Forum social mondial au Canada en 2016, avec la participation de *Without Restriction* (Tunisie).

Iraqueer participe au congrès de Stockholm de 2015, au *Malmoë for Diversity Festival* en 2016 (Suède), à la *Copenhagen Winter Pride* en 2016 (Danemark), à *Queer Asia 2016* et à une action conjointe avec *Out Right* et *London Young Professional Engagement Committee*, à Londres en 2016.

UAE LGBT Rights (Emirats arabes unis) s'associe à la célébration de l'IDAHO (Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie) en 2011, appelle à signer une pétition pour les homosexuels persécutés en Iran, appelle au *Spirit Day*, le 16 octobre 2014 et au *Bisexual Visibility Day* le 23 septembre 2014.

En 2007, *Abu Nawas* (Algérie) participe à la conférence panafricaine de l'ILGA (*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association*) à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Quzah (Libye) participe à la *Gay Pride 2016* en Italie, arborant drapeau libyen et drapeau arc-en-ciel.

Des initiatives se font jour au niveau régional comme «*Ensemble, notre voix est plus forte*», organisée le 15 mai 2016 par des associations d'Algérie (trans et homosexuelles), d'Égypte ou du Soudan (*Mesahat, Bedayaa*). Ces mêmes associations lancent à l'occasion du 8 mars 2016 la campagne «*La voix des femmes queer du Nord de l'Afrique*».

Khomsa est le premier réseau LGBT maghrébin; il a été lancé en 2011. *Queers of Levant*, lancé par deux femmes de 22 ans en 2015, veut couvrir le Liban, la Syrie, la Palestine et la Jordanie. En novembre 2016, vingt-deux structures LGBTIQ du Maghreb et du Moyen Orient publient une déclaration com-

mune, suite à l'arrestation et à l'incarcération de deux marocaines mineures, en raison d'un baiser échangé sur la voie publique à Marrakech. Quatre associations du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et Libye publient un communiqué commun pour la décriminalisation de l'homosexualité.

MantiQitna («Notre région», avec le Q majuscule pour Queer) est une association qui organise un stage annuel dans la discrétion, à destination des militant-e-s LGBTIQ de la région arabe. La dimension régionale se traduit aussi par l'émergence de blogs, sites et pages «arabes».

POUVOIRS, SOCIÉTÉS ET RÉPRESSION

Les réactions des pouvoirs en place peuvent être contradictoires. Ainsi, en Irak, on a vu Moqtada Al Sadr déclarer qu'il faut que les exactions à l'encontre des LGBT cessent, tout en réaffirmant dans la même phrase que l'homosexualité est une «*maladie psychologique*». L'ambassadeur des Emirats arabes unis aux États-Unis s'est fendu d'une condamnation de la «*tuerie haineuse d'Orlando*» sans toutefois préciser qu'il s'agissait d'un massacre homophobe, tandis que les ambassadeurs des autres pays arabes se taisaient. Les Emirats arabes unis et l'Égypte ont légalisé les opérations chirurgicales de réassignation de sexe (auquelles la minorité arabe d'Iran avait accès de plus longue date), mais cette légalisation vise à «supprimer» l'homosexualité.

Au Liban, des évolutions sont régulièrement enregistrées au niveau juridique. L'article 534 du code pénal punit les relations sexuelles contraires «à l'ordre de la nature», une formulation sujette à diverses interprétations, qui a permis en 2009 de faire acquitter deux homos, le juge ayant estimé que «l'homosexualité (...) fait partie de la nature». En 2017, le juge unique du tribunal du Metn n'a pu poursuivre un couple pour la même raison et en s'appuyant sur un article protégeant la liberté d'expression. En 2014, un juge acquitte une trans en se fondant notamment sur l'«égalité de tous les Libanais» prévue par la constitution. Un juge de la Cour d'appel de Beyrouth confirmera le droit d'une femme trans à faire modifier son identité, lui ouvrant l'accès aux traitements et à une vie privée.

Il reste qu'à la différence d'autres mouvements (écologiques et fémi-

nistes, notamment) ayant surgi ou s'étant renforcés dans le cadre des révolutions arabes, les LGBTIQ rencontrent l'hostilité de la majorité des sociétés et des révolutionnaires eux-mêmes. S'y ajoute le fait que les contre-révolutions ont sérieusement réduit les petits espaces militants, contraints à limiter voire suspendre leurs activités, particulièrement en Libye, Irak, Bahreïn, Syrie ou au Yémen, où les homosexuel-le-s encourrent la peine de mort. De façon générale, c'est la répression qui est la règle.

En plus de celle qui vise tous les LGBTIQ (criminalisation pénale, répression sociale et tortures spécifiques), ceux et celles qui les soutiennent, voire se contentent de leur donner la parole, sont à leur tour réprimés. Des publications sont interdites, leurs responsables pourchassés. En Tunisie, les militants de *Shams* sont menacés de mort et agressés régulièrement, parfois en présence de policiers impassibles. Les autorités yéménites bloquent l'accès à des sites LGBT. A Oman, Omantel bloque le blog *Community Queer*.

D'autres sont purement et simplement assassinés comme en Libye, après passage devant des cours. En 2014, Ali Shalwi, Saad Fakhakhiri et Nassib Jazawi sont exécutés à l'issue d'un procès devant un tribunal de l'EI en Libye. C'est également le cas en Arabie Saoudite. En février 2017, Amna et Meeno, personnes trans d'origine pakistanaise, sont décédées sous la torture.

Un mandat d'arrêt a été émis en 2017 contre Abbad Yahya, un romancier de Cisjordanie. Son polar, *Jarima fi Ramallah* (Un crime à Ramallah), a été saisi en Cisjordanie et à Gaza. Le procureur général de Palestine estime que le livre comporte des textes et termes dont la connotation sexuelle menace la «*moralité et la pudeur publiques, et qui pourraient affecter la population, en particulier les mineurs*». Il est soutenu en cela par le président de l'Association des écrivains palestiniens, qui affirme: «*c'est un roman stupide qui viole les valeurs nationales et religieuses de notre société pour flatter l'Occident et gagner des prix. Ma liberté d'écrivain s'arrête aux limites de la liberté du pays*»... □

¹ Ce texte, où l'on trouve une liste détaillée des organisations créées et des actions menées dans la région, et qui comporte certains thèmes non abordés ici, est disponible sur le site ESSF, <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article45519>

Mai 1967 en Guadeloupe: anniversaire d'un massacre colonial

PAR RÉGINE VINON

Il y a cinquante ans, des dizaines de Guadeloupéens furent assassinés par les forces de l'ordre, gendarmes et policiers. Un massacre longtemps mis sous le boisseau et dont seules les victimes ont été jugées, un crime d'Etat commis dans ce qui était théoriquement un département français.

L'île était devenue département français en 1946, par le vote de la loi dite d'assimilation, alors que socialistes et communistes étaient au gouvernement. Elle souleva alors de grands espoirs, puisque cela devait signifier la fin de la toute-puissance des gouverneurs, de la fraude électorale, ainsi que l'octroi des avantages sociaux de la métropole.

Une douzaine d'années plus tard, force fut de constater que peu de progrès avaient été faits. En 1958, un rapport des Renseignements généraux rappelait le sous-emploi chronique, les salaires inférieurs de 17% à ceux de l'Hexagone pour un coût de la vie supérieur de 65% à celui de Paris, l'habitat précaire, les conditions sanitaires désastreuses, le typhus encore menaçant et la lèpre toujours répandue. Les prestations sociales promises n'arrivaient pas et le salaire minimum restait inférieur de 18% à celui de l'hexagone, malgré un coût de la vie plus élevé. 75% des terres cultivables restaient entre les mains de sociétés anonymes ou de grands propriétaires. «*La situation sociale correspond à la pigmentation*», résumait laconiquement le même rapport.¹

En 1967, les choses n'ont toujours pas beaucoup avancé. Il y a bien une prime de vie chère de 40%, mais elle est réservée aux seuls fonctionnaires. Le chômage est très élevé du fait du déclin de l'industrie sucrière. Les aides sociales sont réduites à peau de chagrin et l'habitat, indigne. Dans une case vivent quatre familles, sans cuisine ni toilettes. La municipalité communiste de Pointe-à-Pitre engage alors des grands travaux de rénovation urbaine, et c'est ainsi que l'industrie du bâti-

ment connaît un grand essor, en attirant les ouvriers agricoles laissés sur le carreau avec la crise sucrière.

C'est justement une grève des ouvriers du bâtiment pour une augmentation des salaires qui va mettre le feu aux poudres à Pointe-à-Pitre, cœur industriel de l'île. Mais pour comprendre ce qui va se jouer les 26, 27 et 28 mai 1967, il faut revenir deux mois en arrière à Basse-Terre, la capitale administrative.

MARS 67: BASSE-TERRE

Des élections législatives se déroulent en mars 1967. Comme toutes les élections, elles sont entachées de fraude et d'achat massif de voix. Cette fois, ce sont les aides et indemnités octroyées après le terrible cyclone de septembre 1966 qui sont bloquées pour financer la fraude. Laquelle est organisée sur place par un agent électoral de l'UNR (la formation gaulliste de l'époque), une connaissance de Jacques Foccart, le Monsieur Afrique de de Gaulle. La candidate communiste est donnée favorite, mais Vladimir Srnsky, d'origine tchèque, achète massivement des voix pour la faire battre, ce qui permet à la candidate de droite, une inconnue, de gagner. Srnsky s'en vante dans un télégramme adressé à Foccart, où il estime avoir contribué à sauver un siège de la majorité gouvernementale.

Ce Srnsky tient un magasin de chaussures, devant lequel travaille comme cloutier Tersien Balzinc, un infirme noir. Srnsky, un raciste qui se croit tout permis, lâche son chien contre Balzinc en lui disant «*va embrasser le nègre*». Comme au temps de la chasse aux esclaves qui s'enfuyaient des plantations. C'est la provocation de trop qui met le feu aux poudres. Son magasin est pillé

et les forces de l'ordre ripostent à coup de gaz lacrymogènes. Les émeutes se prolongent deux jours. Le préfet, qui en paroles condamne l'auteur de cet acte raciste, organise son départ dans son avion de fonction. Ainsi exfiltré, Srnsky s'exile aux Etats Unis.

Le lendemain, 21 mars, les manifestations continuent, une quincaillerie est pillée et les manifestants s'emparent d'armes à feu et de sabres. Les pouvoirs publics français désignent alors l'ennemi: les communistes et les indépendantistes.

UN CONTEXTE INTERNATIONAL DE DÉCOLONISATION

A la fin des années 1960, les mouvements révolutionnaires ont le vent en poupe. La révolution cubaine l'a emporté en 1959 et Fidel Castro tient tête aux Etats-Unis, les Noirs américains sont entrés en lutte, il y a eu la révolution chinoise et la victoire des Algériens contre l'impérialisme français. Tous ces mouvements marquent les esprits, surtout des jeunes. Parmi les Antillais vivant à Paris, l'idée d'indépendance faisait son chemin.

Dans ce contexte, Jacques Foccart redoute des explosions aux Antilles. Il est très lié à la Guadeloupe, où sa famille possède des plantations. Son père a épousé une Blanche du pays, descendante de colons, Elmire de Courtemanche de la Clémendière (ça ne s'invente pas!) Plus généralement, le pouvoir gaulliste ne veut pas que les derniers confettis de son empire lui échappent. Une ordonnance du 15 oc-

tobre 1965 permet de renvoyer manu militari vers la France les fonctionnaires soupçonnés de ne pas être aux ordres. Un écrivain connu comme Edouard Glissant, ou encore Joby Fanon, frère de Frantz Fanon, ont subi cette sanction. Il n'est pas question de céder les Antilles à des indépendantistes, ou d'abandonner ces zones à l'influence de la révolution cubaine, ce que les Américains, engagés au Vietnam, n'auraient de toute façon pas toléré.

Les craintes du gouvernement français sont d'autant plus vives qu'une conférence anticolonialiste, la Tricontinentale, s'est tenue en janvier 1966 à la Havane, en solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et que des membres du Gong (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe) y ont participé. L'un des organisateurs de la Tricontinentale, Mehdi Ben Barka, dirigeant socialiste marocain, a été arrêté à Paris par deux policiers français en octobre 1965, avant d'être assassiné par des envoyés du roi du Maroc qui, couverts par les autorités françaises, ont pu repartir tranquillement chez eux.

Le préfet récemment nommé en Guadeloupe, Pierre Bolotte, vient d'Algérie où il n'a pas pu empêcher l'indépendance. Pas question pour lui que le même scénario se reproduise aux Antilles.

MAI 67 : UNE RÉPRESSION FÉROCE

Tout commence avec une grève des ouvriers du bâtiment qui réclament une augmentation des salaires de 2%. Le 26 mai, une rencontre entre patronat et syndicats se tient face à la place centrale de Pointe-à-Pitre, celle de la Victoire. Une foule est rassemblée à l'extérieur dans l'attente des résultats. En grève depuis plusieurs jours, les travailleurs du bâtiment sont excédés par l'intransigeance et l'arrogance patronales. L'ambiance est tendue. Parmi les manifestants figurent quelques militants et sympathisants du Gong. Le bruit court qu'un des patrons, tous Blancs, aurait déclaré « *quand les nègres auront faim, ils reprendront le travail* ». On ne sait pas si ces paroles ont été vraiment prononcées, toujours est-il que la rumeur fait éclater la colère : des conques de lambis (gros coquillage) sont projetés sur les gardes mobiles, dont certains sont blessés. Ils ouvrent

alors le feu, visant notamment un militant du Gong connu de la police, Jacques Nestor, 24 ans, abattu d'une balle dans le dos.

Toute la journée, les forces de l'ordre tirent sans sommation. Des passants sont abattus, la tuerie se poursuit dans la nuit. Combien de morts ? Huit selon le chiffre officiel de l'époque, mais 87 pour le ministre chargé des Dom-Tom de 1983 à 1986, Georges Lemoine ; les organisations indépendantistes avancent pour leur part le nombre de 47 tués. Trois jours durant se poursuit ce qu'une des victimes, Yvon-Solange Coudrieu, appellera « *la Saint-Barthélemy des nègres* »². Ce professeur de sport déclare devant Pierre Billotte, ministre de l'outre-mer : « *si j'étais un Français à part entière, je ne serais pas devant vous, fauché par une balle tirée dans le dos par les forces de répression, et qui m'a arraché la jambe droite. Sans sommation, ni couvre-feu.* »

Il s'agissait d'inspirer la terreur à l'ensemble de la population, de la décourager de se joindre à une organisation indépendantiste. Et cela a marché : les habitants se sont terrés dans leurs maisons, des personnes transportées à l'hôpital se sont enfuies en enjambant les murs pour ne pas être interrogées par les forces de l'ordre, car ceux qui étaient blessés étaient considérés comme coupables. Longtemps, cette peur a eu sa traduction dans les familles, un enfant considéré comme rebelle ou pas assez obéissant étant appelé un petit gong... et ce n'était pas un compliment.

Cela dit, les jeunes du grand lycée de Pointe-à-Pitre, malgré la peur et les risques qu'ils encouraient, malgré les pressions des parents, ont manifesté pour protester contre le massacre. Arrivés place de la Victoire, les lycéens ont fait un sit-in en scandant « *assassins, assassins* ». Les forces de répression les ont alors mis en joue, mais se sont ensuite « *contentées* » de les disperser à coup de crosse...

Ce n'est pas la première fois qu'il y avait des tués en Guadeloupe au cours de mouvements sociaux. Cela s'était produit en 1910, 1925, 1954 et 1959, lors de grèves dans la canne et dans la banane. Mais c'est en 1967 que le bilan a été le plus lourd. Un bilan gardé secret, car bien des archives ne sont pas encore déclassifiées. C'est ce que révèlent les travaux très précis de la commission Stora³

qui, malgré ses recherches, pas parvenue à établir un bilan exact du drame.

Il a fallu du temps pour que ces événements soient connus dans le détail car le seul quotidien local, *France Antilles*, avait quasiment passé ces événements



A Pointe-à-Pitre, une peinture murale du massacre de mai 1967. DR.

sous silence, ne mentionnant, le 29 mai, que le retour au calme. La télévision, l'ORTF aux ordres du pouvoir gaulliste, n'en dit rien. Quant au quotidien national *Le Monde*, il fallait remarquer un encart de dernière minute, tout en bas à gauche de sa Une : « *Les violentes manifestations de Pointe-à-Pitre témoignent du malaise social à la Guadeloupe* » (la mention des événements ne figurant qu'en page 9).

LE GONG, SEUL RESPONSABLE

La propagande d'Etat, à travers la radio et *France Antilles*, dirigé par Hersant, a mis les émeutes sur le compte de l'organisation indépendantiste, le Gong. Soupçonnée de recevoir des subsides de la Chine, de Cuba et de l'Algérie, celle-ci était placée sous surveillance. Les Renseignements français pistaient ses militants et sympathisants, et ce n'est pas par hasard que le premier mort fut Jacques Nestor. « *Dès le départ, trois personnes proches du GONG sont visées et tuées : Nestor, Landre, Taret. Taret est un sportif qui s'est fait soigner par le docteur Sainton (fondateur du Gong). Landre parce qu'il se rendait à la veillée mortuaire de Taret. Pour faire peur. On l'a fait en 18024, on a recommencé en 1910* »

et on l'a fait aussi en 1967», a ainsi déclaré Claude Makouke, secrétaire général de l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe), successeur du Gong.

Le Gong était né en 1963, au moment où le mouvement de décolonisation



atteignait son apogée et où, en Guadeloupe, la jeunesse et une partie de la population étaient réceptives aux idées de libération nationale. Le mouvement était forcément clandestin, ses membres, en tant que partisans de l'indépendance, ses membres risquant jusqu'à 10 ans de prison ferme.

Les dirigeants du Gong et d'autres personnalités nationalistes connues furent arrêtés, mis dans un avion et emprisonnés à la Santé à Paris. Tout comme les dirigeants militant en France, parmi lesquels des membres de l'Association des étudiants guadeloupéens et de celle des travailleurs antillo-guyanais.

Le Parti communiste guadeloupéen allait pour sa part se démarquer du Gong en l'accusant des groupements gauchistes d'avoir voulu «créer un mouvement anti-blanc», selon les termes du maire communiste de Pointe-à-Pitre, Henri Bangou, de «profiter dans la rue d'une foule sans travail, sans perspectives». Bangou dénonça «des aventuristes qui ont poussé des jeunes gens parfois de 14/15 ans à parcourir les rues armés de bâtons et de cailoux.» La presse communiste affirma que les grévistes du bâtiment n'avaient

pas pris part aux violences et parla «des agitateurs étrangers à la grève». Un langage que l'on retrouvera dans la bouche du PCF en 1968, pendant les grèves et les manifestations étudiantes.

DES PROCÈS QUI TOURNENT COURT

Le procès des 19 inculpés du Gong se tint début 1968 devant la Cour de sûreté de l'Etat, tribunal d'exception mis en place lors de la guerre d'Algérie. Faute de preuves quant à leur soi-disant rôle dans la préparation et le début de réalisation d'une insurrection révolutionnaire en Guadeloupe, ces dirigeants furent relaxés ou condamnés à des peines avec sursis, et tous libérés.

Témoignant à ce procès, Aimé Césaire, lança une formule qui fera date et est citée aujourd'hui dans les manifestations de Guyane : «si ces gens-là sont ici, c'est que contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, nous ne sommes pas des Français à part entière, mais des Français entièrement à part.» Et Jean Paul Sartre de renchérir : «les Français de Guadeloupe n'ont pas les mêmes droits que les Français de France. Par conséquent, ils ne sont pas français.» Michel Numa, l'un des fondateurs du Gong, témoignera : «quand nous sommes passés devant le juge, après huit jours de garde à vue, il nous a inculpés. Nous n'avions pas d'armes, on en a cherché chez nous, et l'arsenal du Gong, présenté devant la cour de sûreté de l'Etat était un vieux revolver rouillé qui servait de presse papier à notre ami Eltice. Le président de la cour lui-même, a balayé cela d'un geste agacé en disant "Ferraille!"»

Les véritables coupables n'ont cependant jamais été poursuivis, comme le constate un des avocats, Fred Hermant : «qui du patronat a été poursuivi en mai 67? Personne. Qui de l'administration a été poursuivi à l'époque? Personne. Les vrais responsables n'ont jamais été dans les box. Seuls ont été dans les box ceux contre lesquels on craignait qu'ils ne propagent une idéologie qui était contraire aux intérêts de la France coloniale et de l'empire français.»

A Pointe-à-Pitre s'ouvrit le 3 avril 1968 le procès de 25 prévenus accusés d'avoir participé aux émeutes du mois de mai. Lequel tourna au procès du colonialisme, des inégalités et de la discrimination. Certains prenant l'exemple d'une femme de gendarme pourvue du seul BEPC qui trouve un emploi dès le lendemain de son arrivée

sur l'île, alors que des milliers de jeunes filles qui ont le BEPC et même le bac ne trouvent rien. Le commissaire Canalès, principal témoin cité par l'accusation, mis en cause dans les fusillades, ne se présenta pas après le premier jour et resta introuvable. Cela fit d'autant plus mauvais genre que, la veille, la défense l'avait mis en cause pour son rôle dans la répression des émeutes. Mieux, le corps urbain de police chargé d'escorter les prévenus entra en grève! Seuls les gendarmes mobiles restaient en faction à l'intérieur du palais. Le 12 avril, le tribunal ordonna huit relaxes au profit de prévenus auxquels n'étaient reprochées que leurs opinions, 11 condamnations à de la prison avec sursis et six à des peines ferme n'excédant pas 18 mois. Les condamnés étaient censés avoir volé, incendié et commis des violences.

Une partie de la population a réagi contre ces emprisonnements. Des manifestants se sont rassemblés plusieurs jours au tribunal de Pointe-à-Pitre. La salle du tribunal était pleine à craquer. Le commissaire Canalès, désigné par les juges comme celui qui avait donné l'ordre de tirer, a échappé au lynchage sous bonne protection, la population manquant de renverser le fourgon qui l'emmenait au dehors. C'est grâce à ces mobilisations que des inculpés ont été libérés, mais de nombreux jeunes des quartiers sont restés en prison durant des mois ou années. Il y a eu un élan de solidarité pour soutenir les parents des emprisonnés.

Mais il n'y a pas eu de manifestations politiques importantes pour dénoncer les tueries. Le Parti communiste, qui était le plus implanté dans la population, n'a pas appelé à la mobilisation. C'est pendant les 44 jours de protestation en 2009 contre la vie chère et la «profitasyon» que ces événements sont revenus à la surface.

Le patronat, qui refusait l'augmentation des salaires de 2%, dut finalement accorder 25% le 30 mai 1967. Mais il aura fallu pour cela des dizaines de morts et de blessés. □

1 Archives départementales de la Guadeloupe, Série continue 2356.

2 Cité dans «Le sang des nègres», Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier Guillemin, éditions Galaade, 2015, 160 pages, 18 euros.

3 Commission d'information et de recherche historique sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 en Guadeloupe et en Guyane et de mai 1967 en Guadeloupe, 30 octobre 2016.

4 1802 : rétablissement de l'esclavage par Napoléon et révolte de Delgrès.

Dernières nouvelles de la galaxie néo-réac

PAR YANN CÉZARD

« **N**otre ennemi, le capital ». Voilà un titre fort alléchant. C'est celui du dernier essai de Jean-Claude Michéa, que sa notice Wikipédia présente tout simplement ainsi : « un professeur de philosophie (aujourd'hui à la retraite) et philosophe français, auteur de plusieurs essais consacrés notamment à la pensée et à l'œuvre de George Orwell. Il est connu pour ses positions engagées contre les courants dominants de la gauche qui, selon lui, a perdu tout esprit de lutte anticapitaliste pour laisser place à la "religion du progrès". »

Quelques-uns de ses nombreux livres (Impasse Adam Smith, L'Empire du moindre mal, Les mystères de la gauche...) ont connu de francs succès de librairie. Il a pu se répandre dans des interviews-fleuves dans *Le Monde*, *Libération*, *Les Inrocks*. Et il est de plus en plus cité, favorablement... dans *Le Figaro*, *Valeurs actuelles*, et par des militants d'extrême-droite à commencer par Alain Soral. Cherchez l'erreur ! C'est que Michéa fait désormais partie de façon de plus en plus évidente de cette nébuleuse d'intellectuels se prétendant antilibéraux voire anticapitalistes, en réalité franchement réactionnaires et acharnés, toujours sous prétexte de « clarifications » et de « chasse aux tabous », à entretenir une confusion politique délétère.

ET ONFRAY EN RENFORT...

Autre échantillon de ce confusionnisme militant, l'« antilibéral » Michel Onfray (qui vient de sortir un *Décadence* prometteur...), dont le dernier exploit est une interview dans *Le Figaro*, le lendemain du premier

tour de la présidentielle. Après avoir dit, plutôt à juste titre, qu'on « ne combat pas la résistible ascension [de « la famille Le Pen »] par la diabolisation, mais en asséchant le marais qui nourrit leurs ambitions. En l'occurrence avec une politique vraiment de gauche en faveur des gens modestes » ; après avoir dénoncé, à raison, la fondation socialiste Terra Nova, « le think tank de cette gauche de droite qui faisait circuler en 2012 une note stipulant qu'il fallait aban-

der ce genre de prophètes ont le secret : Terra Nova propose de « se concentrer sur un autre cœur de cible comme on dit : le peuple de substitution issu de la pensée structuraliste – homosexuels, fumeurs de pétards, les bobos contre les prolos ; merci à cette gauche qui, en bons soldats du capitalisme soucieux de disposer d'une main d'œuvre bon marché, a adoubé l'immigration comme "une chance pour la France" et qui a généré cette hyper-prolétarianisation

d'un monde dont l'avant-garde a imaginé le salut dans un islam politique ennemi de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de la laïcité, du féminisme »...

Onfray peut toujours conclure l'interview en se la jouant libertaire et antilibéral, plus-radical-que-moi-tu-meurs : « le *Capital* met en scène ces diversions qui lui permettent de rester dans l'ombre et d'œuvrer à sa tâche tranquillement. Le lundi, c'est jour de reprise ; et rien n'a changé. » Pour la plus grande délectation de la droite dure et de l'extrême droite, il ne trouve jamais rien à louer dans le mouvement ouvrier (il est mort) ni dans le mouvement révolutionnaire (il n'est plus qu'islamo-gauchisme), et s'il refuse de cautionner le macronisme politique sous prétexte de barrage au FN, ce n'est que pour cautionner les pires délires frontistes sous prétexte... de barrage à la famille Le Pen. Toute la démonstration roulant sur un seul pivot : un mépris infini, au nom du « peuple » fantasmé, pour les classes populaires

réelles.

Pour notre part, nous autres militants anticapitalistes, nous préférons parfois voyager seuls plutôt que mal accompagnés. □



C'est la polémique qui a agité le Web intello tout l'été. L'extrême gauche a décidé de régler son compte à l'auteur culte d'« Impasse Adam Smith », à ses yeux coupable de dérives droitières. Explications.

PAR AUDE LANCELIN

Le projet courait dans les salles de rédaction de gauche depuis la parution du *Complexe d'Orphée*, en 2011. « Il va vraiment falloir s'occuper de Michéa », avait-on ainsi pu entendre agressivement en conférence générale d'un grand hebdomadaire. Un texte accusateur du sociologue Luc Boltanski paru dans *Le Monde* avait du reste paru sonner l'hallali contre Jean-Claude

Michéa, le philosophe de Montpellier soupçonné de conspirer à une révolution conservatrice et de s'inscrire dans la trouble lignée des « antic-formistes des années 30 », mais il fut à l'époque pas suivi.

Pourquoi aura-t-il fallu attendre l'été 2013 pour voir s'amorcer un de barrage impressionnant contre le penseur antilibéral, figure d'extrême gauche devenue rare dans l'univers mental français, détracteur féroce des ridicules de l'idéologie progressiste grand introducteur d'Orwell dans le pays, et auteur vénéré dans certains cercles, depuis la parution

ENTRETIEN AVEC ISABELLE GARO

Jean-Claude Michéa, la réaction sous le masque de l'anticapitalisme

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI WILNO

Le dernier livre de Jean-Claude Michéa a pour titre Notre ennemi le capital. Pour décrypter cet auteur admiré par Alain Soral et que Marine Le Pen qualifie de « philosophe fulgurant », nous nous sommes entretenus avec Isabelle Garo, auteure de nombreux ouvrages et articles sur Marx et sa pensée comme instrument pour l'analyse du monde contemporain¹. Isabelle Garo est également une des animatrices de la revue Contretemps.

Jean-Claude Michéa remporte un succès croissant. Un auteur qui affiche son « anticapitalisme », mais qui plaît de plus en plus à diverses officines d'extrême-droite. Il décline une vision particulière de l'histoire moderne et entend démontrer qu'il faut combattre à la fois le libéralisme économique et le « libéralisme culturel ». Peux-tu résumer son raisonnement ?

Les livres de Michéa sont typiques de ces productions éditoriales contemporaines que les grands médias consacrent comme événements intellectuels de premier plan, tout en occultant les travaux importants et les réflexions vraiment originales. Qui est au courant de la disparition récente d'un immense penseur marxiste comme André Tosel ? Quant à ses thèses, on peut rapprocher Jean-Claude Michéa de Michel Onfray, Alain Finkielkraut, Luc Ferry, etc., et l'inscrire dans la galaxie des néo-réactionnaires et autres auteurs d'essais moralisants à gros tirage. Leurs styles varient en fonction des lecteurs visés mais leurs propos sont fondamentalement semblables : les valeurs traditionnelles disparaissent, l'immigration nous menace et l'islam plus encore.

Au sein de cette galaxie, Michéa fait partie de ceux qui se réclament de la gauche, voire de l'anticapitalisme, tout en affirmant que le clivage droite-gauche est dépassé. Mais en dépit du titre de son dernier livre, *Notre ennemi le capital*, il réserve ses coups à la seule gauche, qu'elle soit social-démocrate ou radicale. Avec la mine grave du visionnaire inquiet, Michéa déplore le déclin du socialisme d'antan et

inscrit sur son drapeau une devise qu'il annonce téméraire : « c'était mieux avant ». Ce qui est au moins vrai de ses propres écrits, qui reprennent tous la même analyse, en d'inlassables variations.

« C'ÉTAIT MIEUX AVANT »

Pour résumer, on peut dire que Michéa a fabriqué une vaste fresque historique qui court des débuts du socialisme jusqu'à la mort de la gauche contemporaine. Il propose une histoire combinée de la gauche et du libéralisme, qui n'auraient en réalité pas grand-chose à voir avec le capitalisme parce qu'ils sont avant tout des options morales et culturelles. Du côté du socialisme, l'histoire est celle d'une origine trahie (le « vrai » socialisme du 19^e siècle, celui de Proudhon). La seconde est celle d'une logique folle (le libéralisme économique), échappant à ses promoteurs mêmes, qui n'avaient pourtant que de bonnes intentions.

Ces deux histoires fusionnent sous nos yeux : c'est pourquoi le clivage gauche-droite est devenu un leurre : la gauche (au singulier) aurait perdu de vue les classes populaires, c'est-à-dire renoncé aux valeurs réactionnaires que Michéa prête au peuple (au singulier également), et qu'on trouve en effet chez un Proudhon, grand virtuose de la sinuosité politique qu'il est à la mode de présenter en penseur de l'émancipation.

Ces deux histoires fusionnent sous nos yeux : c'est pourquoi le clivage gauche-droite est devenu un leurre : la gauche (au singulier) aurait perdu de vue les classes populaires, c'est-à-dire renoncé aux va-

leurs réactionnaires que Michéa prête au peuple (au singulier également). Il emprunte ces valeurs à Proudhon, qu'il est devenu courant de présenter en penseur de l'émancipation en oubliant son sexisme, son antisémitisme, son corporatisme, son projet de banque du peuple comme panacée sociale et ses ambiguïtés face au Second Empire.

Pour Michéa, c'est l'affaire Dreyfus qui a constitué la scène originelle et traumatique de ces noces contre-nature, de cette compromission sur le terrain des valeurs seules (l'antiracisme est pour Michéa le nom de la trahison libérale de la gauche), qui donna naissance à la gauche moderne. Dans son dernier livre, il insiste et se dévoile un peu plus : c'est l'antifascisme des années 1930 qui serait la cause de la dénaturation de la gauche. On comprend l'enthousiasme d'un Soral pour Michéa.

Cette gauche moderne, devenue le parti du progrès, est convaincue de l'automatisme de l'histoire, se vouant à toutes les innovations, qu'il s'agisse de la technique ou des mœurs, du marché ou du renoncement aux frontières. Ralliée au libéralisme culturel donc, elle se serait rangée du même mouvement derrière le libéralisme économique, l'un étant l'équivalent de l'autre puisque « Foucault = Hayek ». L'antiracisme et le mariage pour tous sont les signes de cette perte des repères populaires, de ce renoncement à l'essence même du peuple et de sa morale « dé-



cente» (qui autorise pourtant, semble-t-il, la pêche en eaux troubles).

L'ANTIRACISME COMME TRAHISON DU «PEUPLE»

Traduites en prose, ces thématiques sont bien connues et elles sont profondément et classiquement réactionnaires. Mais elles sont habilement présentées par Michéa, instillées à petite dose au détour d'un exemple, comme en passant. On est loin des éruptions d'un Zemmour par exemple, le public ciblé n'étant pas le même. Au fil de ce discours répétitif, qui ne varie que par la liste toujours plus longue de ses adversaires, il ne s'agit jamais d'exploitation ni de domination: le capitalisme dont parle Michéa n'est qu'un mot vide et sa critique sert de prétexte à déverser des tombereaux d'invectives et de mépris hautain exclusivement sur sa gauche.

Il faut ajouter que les prétentions théoriques de Michéa sont extrêmes: faute d'arguments sociologiques solides, c'est du côté de la philosophie que Michéa recherche du renfort. N'hésitant pas à se revendiquer de Spinoza, il bricole en système une histoire des idées réécrite à vive allure (la vie politique se réduirait à des concepts qui s'engendrent les uns les autres), une anthropologie essentialiste du vrai peuple (au nom de sa connaissance intime des «gens ordinaires»), une psychanalyse des foules et des mères possessives. L'ensemble est saupoudré d'une masse de citations disparates et décoratives, recrutant à tout-va des alliés qui n'en peuvent mais.

Au final, inlassablement répété de livre en livre, le récit michéen est linéaire, sans contradiction et sans nuance. Mais également sans la moindre analyse rigoureuse, et sans autre argument que ses effets de plume. Le succès de ses livres tient aussi à un système bien rodé de notes emboîtées, d'incises et de parenthèses dans les commentaires, qui déguise la linéarité absolue du raisonnement. Mais, à mesure que l'inspiration s'essouffle, le procédé se fait omniprésent et son dernier livre en devient presque illisible.

Qu'y a-t-il d'anticapitaliste dans ce qu'il propose? Marx et Engels raillent, dans le Manifeste du parti communiste (1847!), un «socialisme féodal» qui ne critique les horreurs du capitalisme que du point de vue des âges précapi-

listes et des valeurs féodales, et qui voudrait faire «tourner la roue de l'histoire à l'envers». Notre Michéa ne nous servirait-il pas un pseudo-anticapitalisme de ce genre, dans des habits plus ou moins neufs?

Oui, c'est exactement ça, l'anticapitalisme de Michéa est un faux-nez. Mais comme nous ne sommes plus à l'époque des débuts du socialisme, c'est moins vers le socialisme féodal qu'il lorgne que vers l'extrême droite, peinturlurée aux couleurs des «valeurs populaires». Michéa est-il vraiment un critique du libéralisme? Lisons-le: «l'abolition intégrale de la logique marchande (...) impliquerait en effet que tous les besoins et les désirs des individus pourraient être définis et imposés par la collectivité, ce qui reviendrait inéluctablement à détruire un des fondements majeurs de la vie privée» (*La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Flammarion, 2014). La moindre perspective de régulation de l'économie est la hantise de Michéa.

MARX, RESPONSABLE DU DÉCLIN DE LA GAUCHE

Sa critique du capitalisme ne va pas au-delà d'une critique rebattue du consumérisme, mais ses fulminations se retournent toujours en bout de course contre ceux qui sont les vrais penseurs critiques de notre époque. Un exemple: Pierre Bourdieu et Christine Delphy seraient les disciples de l'ultra-libéral Gary Becker et auraient diffusé sa théorie du capital humain (*Notre ennemi le capital*, p. 107). Ces sottises sont légion et le véritable but de ce livre est là, disqualifier toute véritable analyse et tout projet anticapitaliste.

Quant à Marx, s'il lui sert de caution et surtout d'appât pour les lecteurs, il est avant tout présent comme l'un des coupables du déclin de la gauche. *Notre ennemi le capital* s'emploie à sa récupération partielle et incohérente, combinée à tous les contresens volontaires. Il faut croire Michéa sur parole: Marx serait un productiviste forcené admirateur sans nuance de la «grande industrie», partisan du «socialisme d'en haut», décidé à transformer la société en une «vaste fabrique», défenseur du rôle «messianique» du prolétariat industriel, etc., etc. Contre Marx, c'est le socialisme originel d'un Proudhon qu'il faudrait réhabiliter, et peu importe sa sinuosité politique. En réalité, l'originalité de Michéa consiste surtout à appliquer au socialisme les fantasmes identitaires en vogue aujourd'hui. Mais il vaut mieux prôner la réconciliation des petits patrons, petits commerçants, ouvriers et paysans, en citant Proudhon plutôt que Pétain.

Concernant l'immigration, ses propos sont édifiants. Un exemple là encore: «la gauche et l'extrême gauche en sont venues à reprendre à leur compte les principales exigences de la logique capitaliste, depuis la liberté intégrale de circuler sur tous les sites du marché mondial jusqu'à l'apologie de principe de toutes les transgressions morales possibles» (*La double pensée. Retour sur la question libérale*, Flammarion, Paris, 2008).

LE NPA INSPIRÉ PAR LE GUIDE DU ROUTARD

Michéa, qui n'aime pas l'internationalisme, feint de regretter celui d'avant. Car il a percé à jour le NPA: «son imaginaire no border doit certainement beaucoup moins au vieil internationalisme prolétarien qu'au Guide du Routard et aux clips publicitaires de Benetton» (*Notre ennemi le capital*, p. 157). Les antiracistes sont les vrais fossoyeurs de la gauche et surtout du vrai peuple, telle est la thèse qui monte de livre en livre, suggérant au passage que les immigrés et les sans-papiers n'auraient rien à voir ni avec la classe ouvrière, ni avec l'exploitation, ni avec les luttes sociales. Les défendre, c'est simplement propager la morale permissive de la gauche et cette volonté foncièrement procapitaliste d'abolir les frontières, qui rassemble élites cosmopolites et migrants, les uns comme les autres n'hésitant jamais à renier leurs racines... La vieille imagerie du complot cosmopolite n'est pas loin.

Sur tous les sujets, Michéa est un adepte de la thématique réactionnaire de la décadence, qui nourrit les fantasmes de régénérescence, de réforme morale, de retour aux origines perdues, toutes thématiques dont les assonances intellectuelles se situent, depuis la Révolution française, du côté d'une littérature politique réactionnaire. Elles sont habilement travesties en critique de gauche, mélangées à un vague éloge de la gratuité et à une critique du capitalisme qui n'est en réalité qu'une critique du consumérisme, et placées de force sous le haut patronage de Debord, Mauss, Proudhon, Leroux, le jeune Marx, Castoriadis, Lasch, Orwell, etc. Et même de Podemos!

La mayonnaise peut alors être vendue comme comble du courage politique à des lecteurs en quête de pensée tranchante. Quant aux propositions concrètes, il faut les chercher longtemps pour en trouver trace: dans son dernier livre, elles se limitent à la mention rapide du «recours systématique aux monnaies locales et aux circuits courts» (*Notre ennemi le Capital*, Flammarion, p. 79). Le CAC40 tremble.

Certains parlaient autrefois «d'idiots utiles du stalinisme». Ne voit-on pas apparaître depuis quelques années des «idiots utiles du Front national»? C'est l'impression qu'on a parfois, à lire (ou croire lire?) chez Michéa l'idée d'une alliance des ouvriers, des paysans, des petits commerçants et artisans, des petits patrons, qui seraient «le peuple» décent et honnête, par opposition à des élites mondialisées, mais aussi au monde extérieur, car il dénonce «la folie» de l'ouverture des frontières...

En effet. Michéa ne vise pas à renouveler la gauche, et surtout pas l'anticapitalisme. La trahison de la gauche qu'il dénonce concerne les seules valeurs et pas les politiques néolibérales d'austérité et de casse des conquêtes sociales imposées par le gouvernement Hollande. Lors des mobilisations sociales, il se tait. L'égalité n'est pas son fort, c'est le moins qu'on puisse dire, la

terroge sur ces encombrants soutiens, l'intéressé répond (en 2014, dans une interview à l'hebdomadaire *Marianne*) : «je serais plus inquiet, en vérité, si ma critique du libéralisme culturel rencontrait l'approbation enthousiaste d'une Laurence Parisot ou d'un Pierre Gattaz». Rien de neuf depuis lors, alors que son fan-club s'élargit surtout à droite.

Pour sa part, fidèle à ses traditions, l'extrême droite s'emploie à réactiver le mélange entre thématiques identitaires et revendications sociales, critiquant volontiers le libéralisme pour séduire une partie de l'électorat populaire. Nourrissant la demande d'ordre et la recherche d'identité, les livres de Michéa sont à mettre au nombre des produits délétères de la crise profonde du capitalisme. Le «peuple» de Michéa relève d'une vieille imagerie, qui ne s'appuie sur aucune donnée sociolo-

des contradictions ou des impasses, non seulement de la société capitaliste, mais aussi peut-être des carences de la «gauche», voire de l'extrême gauche?

Ce point est essentiel, tu as raison : son écho provient de la décomposition de la gauche sur tout son spectre, le quinquennat Hollande ayant aggravé les choses à un point inédit. Le ralliement libéral des partis sociaux-démocrates et la faiblesse historique de la gauche radicale propagent la dépolitisation mais aussi la colère, la quête d'alternative, le besoin d'analyses neuves. Faute de mieux, c'est vers Michéa que se tournent certains, en se laissant prendre au piège d'une écriture (jadis) alerte, de paradoxes bien tournés et de visées politiques passablement difficiles à détecter, tant l'auteur s'ingénie à brouiller les pistes.



Selon Marine Le Pen, Michéa est un «philosophe fulgurant» – on a les soutiens qu'on mérite... Photothèque rouge/Romain Hingant.

justice sociale, la dénonciation de l'exploitation non plus. Son objectif est de rabattre électeurs désorientés et lecteurs fascinés du côté des forces politiques qui ont fait du conservatisme et de la réaction leur fonds de commerce.

RABATTRE LES DÉSORIENTÉS VERS LA RÉACTION

«Utile», sans doute, mais «idiot», certainement pas! Même s'il n'est pas le penseur puissant qu'il croit être, son «œuvre» correspond trop bien à l'agenda néoréactionnaire pour qu'on lui prête la moindre naïveté sur ce plan. Alain Soral le cite, Marine Le Pen le qualifie même de «philosophe fulgurant», il est salué par de nombreux sites d'extrême droite. Quand on l'in-

terroge sur ces préjugés et sur les affirmations du géographe à succès Guilluy, autre faux chercheur et suppôt de la réaction sous couvert de défense des catégories populaires (et qui résume le conflit social à l'opposition entre le «peuple» des zones rurales et péri-urbaines et le petit et moyen bourgeois des grandes villes et surtout les habitants des quartiers populaires). Il faut inlassablement riposter à cette stratégie, y compris sur son terrain propre, celui de la lutte des idées, même si la tâche est ingrate. C'est ce que faisait brillamment Daniel Bensaid, notamment.

Malgré tout, ne pointe-t-il pas du doigt de vrais problèmes, en tout cas

UN ÉCHO LIÉ À LA DÉCOMPOSITION DE LA GAUCHE

Bref, qu'il y ait des carences du côté de la gauche radicale et de l'extrême gauche, c'est évident, mais Michéa éloigne de leur prise en compte sérieuse. On peut dire que, sur ce plan, le manque est à la fois programmatique et stratégique, en cette période de crise généralisée : ces questions lui sont absolument étrangères. Comment parvenir à construire une alternative à la fois radicale et rassembleuse, émancipatrice et concrète?

La passionnante étude de Julian Mischi montre que le Parti communiste français a progressivement déserté la question des classes et le paye au prix fort. Une telle analyse se situe justement aux antipodes des a-priori de Michéa. Julian Mischi conclut en notant que «la destruction des conditions organisationnelles d'une participation des ouvriers à la vie politique renforce la capacité des groupes sociaux et militants éloignés des classes populaires à parler en leur nom» (*Le communisme désarmé*, Agone, 2014, p. 294). C'est précisément ce que fait Michéa. Face à ce type d'offensive, l'urgence est aussi et surtout de rendre aux classes populaires, aux salarié-e-s exploité-e-s, aux habitant-e-s des quartiers leur initiative politique, loin de tout clivage moral ou ethnique, afin de construire une alternative véritable et démocratique au capitalisme. □

1 Isabelle Garo est une philosophe marxiste, dont on peut lire entre autres, parfois avec effort mais toujours avec profit, «L'or des images Art, monnaie, capital» (La Ville Brûle, Montreuil, 2013), «L'idéologie ou la pensée embarquée» (La Fabrique, Paris, 2009), ou encore «Marx, une critique de la philosophie» (Seuil Points Essais, Paris, 2000).

Sur le poids et la fonction du militaire en France

PAR HENRI WILNO

Si le livre de Claude Serfati traitait seulement de ce qu'annonce son titre, le poids du « militaire » dans la France contemporaine, il serait déjà digne de retenir notre intérêt. Engels, le compagnon de Marx, était surnommé « le général » dans le cercle de ses amis en raison de son intérêt pour les questions militaires. Trotsky, en 1924, non seulement le rappelait mais soulignait la nécessité pour les marxistes de ne pas se cantonner à une « attitude superficielle et hautaine à l'égard du militarisme, comme d'une institution barbare, indigne de l'attention social-démocrate éclairée ». ¹ Claude Serfati prend au sérieux « le militaire », renouant ainsi avec cette nécessité. De plus, cet essai va au-delà et fournit une analyse de l'évolution de l'Etat et de l'impérialisme français. Nous avons choisi d'en reprendre de façon assez détaillée les différents chapitres en faisant toutefois l'impasse, malgré leur intérêt, sur des développements plus théoriques.

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ET L'ARMÉE

Dans un premier chapitre intitulé « La France à l'époque de l'impérialisme moderne », l'auteur souligne l'entrelacement historique en France entre classe dominante, Etat et armée. La bourgeoisie, dans sa lutte pour le renversement de la monarchie absolue, a déchaîné le mouvement populaire; depuis, elle s'en méfie d'autant que celui-ci revient périodiquement mettre en danger son hégémonie. Dès le 19^e siècle, l'armée est utilisée contre l'« ennemi intérieur » : celui qui, dans les colonies, refuse sa situation subordonnée, mais aussi les classes exploitées sur le territoire métropolitain. Sous la III^e République, l'idéologie militariste française se pare des valeurs républicaines. Les conquêtes coloniales se font au nom de la mission civilisatrice du pays des Droits de l'Homme. Une partie de la gauche pactise très vite avec l'institution militaire, à l'instar d'un Clémenceau d'abord antimilitariste, puis envoyant l'armée contre les grévistes avant de diriger le gouvernement français durant la Première Guerre mondiale.

Dès la fin du 19^e siècle se manifeste une spécificité de l'impérialisme français : le contraste entre le déclin de la part de la France dans l'industrie manufacturière mondiale (de 7,9% en 1860 à 6,1% en 1913, contre 4,9% à 14,8% pour l'Allemagne durant la même période) et l'énormité des budgets militaires qui font la richesse des « marchands de canons ». Ceux-ci sont à la pointe des techniques de leur époque et, au-delà du marché français, développent une stratégie agressive à l'exportation (notamment vers la Russie tsariste).

Après la Libération, une des priorités majeures de De Gaulle (l'un des rares officiers à avoir refusé l'armistice de 1940) est le rétablissement de la capacité militaire de la France, qui s'engage dès 1945 dans la répression des mouvements de libération dans l'Empire colonial. La IV^e République est donc marquée par des guerres qui discréditent l'armée, tenue en échec en Indochine puis en Algérie et contestée dans ses méthodes répressives. Bien que bénéficiant du soutien quasi inconditionnel des dirigeants politiques, une partie du corps militaire considère ceux-ci comme des incapables qui ne leur donnent pas les moyens de gagner en Algérie et se retourne contre eux. Le coup de force d'Alger, en mai 1958, favorise le retour au pouvoir de De Gaulle et l'instauration d'un régime où le président de la République occupe une place centrale : la V^e République.

Le chapitre 2, « L'économie politique de la V^e République », montre que sous De Gaulle, le militaire va conquérir une place économique et politique sans doute sans équivalent dans les autres pays de démocratie bourgeoise (à l'exception dans une certaine mesure des Etats-Unis). Au préalable, l'armée se fracture : une partie minoritaire s'accroche au mythe de l'Algérie française tandis que la majorité suit De Gaulle (qui se dégage rapidement des engagements qu'il avait semblé prendre lors de son retour au pouvoir) dans son entreprise de restauration du « rang » de la France.

Il s'agit, certes, pour le pouvoir gaulliste de redonner une place non contestée au militaire, mais dans le cadre d'une adaptation du capitalisme français aux nécessités de la compétition internationale. L'aéronautique et le nucléaire jouent désormais un rôle essentiel dans la stratégie industrielle. L'effort engagé sous la IV^e République pour se doter de l'arme nucléaire aboutit en 1960, tandis que sont développées des forces d'intervention utilisables en premier lieu dans les ex-colonies qui ont accédé à l'indépendance : c'est le début de la Françafrique. « Force de frappe » nucléaire (dont le président est le seul maître de l'utilisation) et contrôle d'une large partie de l'Afrique constituent désormais les deux piliers du rang international de la France (et permettent de consolider sa place de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU).

LA GAUCHE SE COULE DANS LE MOULE DE LA V^e RÉPUBLIQUE

Avec l'élection de François Mitterrand en 1981, la dissuasion nucléaire n'est pas remise en cause ; il en est de même de la politique africaine avec la multiplication des interventions militaires. Claude Serfati souligne la perpétuation de pratiques et de réseaux en marge de la légalité et mêlant officiels et hommes d'affaires, d'abord pour ce qui est de la Françafrique mais aussi en matière d'exportation : les ventes d'armes sont désormais un point fort de la balance commerciale. Les grands groupes d'armement sont restructurés. S'ils sont nationalisés en 1981-1982, leurs dirigeants (Dassault, Lagardère) sont largement indemnisés et font leur retour quand les entreprises sont rendues au privé. Ils bénéficient en permanence d'un soutien public à leurs programmes ; ministres voire président s'affairent pour conclure les contrats d'exportation.

La Ve République perdure donc avec ses caractéristiques bonapartistes. La défense reste le domaine réservé du président même quand il ne contrôle pas la majorité parlementaire. Claude Serfati

souligne à juste titre que l'explication de cette situation ne se trouve pas au premier chef dans les institutions mais dans l'accord des forces politiques dominantes sur le maintien de l'ordre social, les politiques économiques et donc le rôle de la défense. Toutefois, les institutions laissent à l'exécutif (donc au président) une plus grande latitude qu'ailleurs pour envoyer des troupes à l'étranger sans aucune autorisation du parlement : tout au plus, une réforme de 2008 donne aux élus le droit d'être informés et d'autoriser les interventions excédant quatre mois.

Le chapitre 3 porte sur l'industrie d'armement. La spécialisation internationale de l'industrie française sur les marchés militaires et les industries proches (aéronautique et nucléaire civil) s'affirme alors que les autres branches s'affaiblissent. Tout un appareil institutionnel régit les industries d'armement et la recherche militaire ; les fonds nécessaires aux programmes sont sécurisés année après année (les lois pluriannuelles de programmation militaire sont un moyen de baliser les votes annuels des crédits) même si les dépenses s'avèrent plus importantes que prévu. Les interventions extérieures permettent de vanter auprès des clients potentiels la fiabilité des équipements français. Sous Hollande et Le Drian, les choses fonctionnent à merveille, ce qui vaut aux deux dirigeants des félicitations publiques de la part de Serge Dassault. Claude Serfati fait justice des assertions sur les économies qui auraient été réalisées sur le budget de la défense et relativise complètement les arguments sur l'impact des dépenses d'armement sur la croissance et le progrès scientifique. Les crédits publics destinés à encourager la robotique et l'électronique vont avant tout aux entreprises liées à la défense. De plus, désormais la « sécurité » élargit les opportunités ; Claude Serfati cite le magazine américain *Fortune* du 10 septembre 2015 : « La crise des migrants en Europe : les grands groupes de défense vont gagner gros ».

UNE FRÉNÉSIE D'INTERVENTIONS EXTÉRIEURES

Dans un quatrième chapitre sont abordées les opérations militaires extérieures conduites depuis les années 1960. Il n'en existe aucun décompte officiel (ce qui est significatif) mais il y en aurait eu 111 entre 1991 et 2015 selon un rapport de

l'Assemblée nationale, avec une tendance à l'intensification dans la période récente. En effet, à partir de 2008, dans le contexte de la crise économique, les États-Unis (en échec en Irak) n'ont plus les moyens de gérer l'ensemble des convulsions du monde. Cela ouvre un espace politique et militaire à la France,



Claude Serfati, « Le militaire – Une histoire française », Éditions Amsterdam, 2017, 240 pages, 17 euros.

gardienne traditionnelle de l'ordre impérialiste dans l'Afrique subsaharienne. Comme la France a réintégré en 2009 le commandement militaire de l'OTAN et est, pour certaines de ses actions, dépendante de la logistique américaine, les USA n'ont pas à craindre des initiatives intempestives de leur point de vue. Par ailleurs, l'activisme militaire de la France constitue un contrepoids (« utile, bien qu'illusoire » selon Claude Serfati) pour continuer de peser sur la scène européenne et internationale alors que le déséquilibre économique est de plus en plus flagrant au sein du « couple » franco-allemand.

La France est désormais présente, non seulement dans l'Afrique subsaharienne (qui représente encore un enjeu non négligeable pour le capitalisme français), mais dans le monde arabe : elle a été à l'initiative de la guerre en Lybie, est engagée en Irak et en Syrie et, par ses liens

avec le régime saoudien et ses ventes d'armes, au Yémen et en Egypte. Les grands groupes français d'armement y trouvent leur compte : ils peuvent vanter la qualité de matériels déjà éprouvés au combat. Contrairement au discours dominant, Claude Serfati insiste sur le fait que les interventions françaises ne sont pas une réaction aux crises qui secouent l'Afrique, mais une composante essentielle d'une action permanente de défense d'un ordre injuste et générateur d'instabilité.

VERS L'ÉTAT D'URGENCE PERMANENT ?

Le livre se termine par un chapitre sur l'état d'urgence. Celui-ci, mis en place le 26 novembre 2015, est renouvelé depuis au nom de la lutte contre le terrorisme et contre ses relais intérieurs, alors même que l'arsenal législatif sécuritaire n'a cessé d'être renforcé (et que les autres pays européens frappés par le terrorisme n'ont pas mis en place un tel dispositif permanent). Le concept d'ennemi intérieur vise aujourd'hui les immigrés et descendants d'immigrés, mais l'état d'urgence est aussi utilisé contre les mouvements sociaux. Dans le même temps, la haute hiérarchie militaire renforce son poids politique et envisage l'éventualité d'un engagement direct sur le territoire national (au-delà de l'actuelle opération Sentinelle), dans les banlieues par exemple. Par-delà de l'état d'urgence existent deux autres dispositions constitutionnelles : l'article 16 et l'état de siège qui peuvent être

décrétés en conseil des ministres. La Constitution de 1958 fournit donc tous les instruments légaux d'une suspension des libertés publiques.

En conclusion, Claude Serfati insiste sur le fait que, si la période d'élargissement des droits sociaux et des libertés politiques est bel et bien close en Europe, l'avenir n'est pas écrit. La marche à des régimes autoritaires n'est pas inéluctable car le socle encore maintenu, bien qu'ébréché, des droits sociaux et démocratiques « demeure un point d'appui pour les mobilisations des salariés, des jeunes, des sans-papiers ».

Ce livre constitue un apport important à l'analyse de l'impérialisme français que d'aucuns s'acharnent à idéaler et à relativiser en se focalisant sur les seuls États-Unis. □

¹ Léon Trotsky, « Les notes de Friedrich Engels sur la guerre de 1870-1871 », 1924. <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1924/03/240319.htm>

Et maintenant, barrons la route à Macron

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS



Le 8 mai, pendant la première manifestation anti-Macron organisée à Paris par le «Front social». Reuters/Jean-Paul Pélissier.

25,44% d'abstention, 8,56% de blancs et nuls (11,47% des votants), ce sont donc 34% des inscrits qui ne se sont prononcés ni pour Macron, ni pour Le Pen. Le seul chiffre comparable, dans l'histoire, est celui du second tour de 1969 (35,57%). A l'époque, le candidat du PCF, Duclos, avait atteint au premier tour le score historique de 21,27%, et l'entre-deux tours avait vu l'encore puissant appareil communiste appeler à l'abstention ou au vote blanc, en désignant les deux candidats restés en lice, le gaulliste Pompidou et le centriste Poher, comme «bonnet blanc et blanc bonnet».¹

Pompidou et Poher n'ayant pas grand chose à voir avec ce qu'est Marine Le Pen, et aucun des principaux candidats éliminés n'ayant appelé au «ni, ni», la méfiance ou le rejet de Macron n'en sont que plus impressionnants. De plus, et ceci est inédit, selon l'enquête Ifop-Fiducial publiée le 8 mai par *Paris-Match*, 57% des votants pour Macron² l'ont fait non par adhésion mais pour s'opposer à Le Pen. Soit 24,87% des inscrits. Ajoutés aux 34% précités, cela commence à faire beaucoup.

Jean-Yves Dormagen, un chercheur en science politique interviewé par *Le Monde*, a donc raison d'estimer «que la légitimité d'Emmanuel Macron, si l'on prend en compte les abstentionnistes, les votes blancs et nuls et les électeurs désenchantés qui ont surtout voulu s'opposer au Front national, est faible.» Sans surprise, l'enquête Ifop-Fiducial

nous apprend qu'avec 83%, Macron a écrasé la concurrence dans la catégorie des personnes «qui ont les revenus les plus élevés», comme aussi parmi les plus de 65 ans (76%) ainsi que dans les centres-villes; et qu'il est «parvenu à s'imposer chez les dirigeants d'entreprise (66%) et les travailleurs indépendants (67%) (...) "Peut-être que le discours de Macron sur le RSI et sur la baisse des charges les a séduits", note François Kraus», le responsable de l'étude.

A l'opposé, «les électeurs de Jean-Luc Mélenchon sont ceux qui ont le moins participé» (et le plus voté blanc ou nul). Des partisans de la FI que l'on a d'ailleurs vus en nombre dans les manifestations syndicales du 8 mai, comme celle appelée à Paris par le «Front social».

Dans le cadre des difficultés de tout type que connaît le mouvement ouvrier et social, tout cela est positif et prometteur. Parce qu'il va falloir se mettre à résister, à lutter, et vite. Le projet de Macron est d'une grande violence antisociale. Nombre de bobos ou gogos enrôlés dans les troupes d'En Marche vont vite déchanter.

Le dit partisan de la «rénovation politique» s'est immédiatement coulé dans le moule de la V^e République et de son homme providentiel. Comme en a témoigné cette procession ridicule, le soir du 7 mai au Louvre, où l'on ne voyait que sa silhouette et la semelle de ses chaussures (les riches qui ont bon goût marchent en semelles de cuir qu'ils ne protègent pas,

comme le vulgaire, avec du caoutchouc; quand elles sont usées, ils les font remplacer ou jettent les souliers à la poubelle).

L'impétrant veut finir de casser le Code du travail dès l'été et par ordonnances. Mais pour cela, il lui faudra une loi d'habilitation. La meilleure nouvelle serait qu'à l'issue des législatives, la bourgeoisie ne dispose ni d'une majorité présidentielle, ni d'une majorité parlementaire de cohabitation. L'offensive anti-ouvrière dont ses commis politiques sont chargés s'en trouverait compliquée. D'autant que la capacité des partis, soutiens de Macron au second tour (LR, UDI, En Marche, PS), à gouverner sur des «majorités d'idées» est tout sauf prouvée. Dans la politique bourgeoise ordinaire, sauf menace révolutionnaire, les intérêts des appareils (et des individus qui les composent) jouent un rôle qui est souvent premier. On l'a vu récemment avec la débâcle de la manœuvre hollando-vallsiste sur la «déchéance de nationalité».

Macron nous a donc déclaré la guerre sociale... En ordre de bataille! Guerre à la guerre! □

¹ Deux autres ressemblances sont frappantes à près de 50 ans d'intervalle: l'effondrement électoral de la SFIO (l'ancien PS de l'époque), dont le candidat Defferre, qui se présentait en tandem avec le radical bourgeois Mendès-France, avait à peine atteint les 5%; le fait que le total des voix «de gauche» se soit alors situé (si l'on y ajoutait le résultat de Michel Rocard pour le PSU et celui de notre camarade Alain Krivine pour la Ligue communiste) autour de seulement 30%. Et l'on était pourtant en pleine période de montée des luttes et de radicalisation post-Mai 68...

² Et jusqu'à 59% selon l'enquête Harris Interactive.